

SENATO DELLA REPUBBLICA

X LEGISLATURA

N. 1151

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(VASSALLI)

e col **Ministro della Marina Mercantile**

(PRANDINI)

(V. Stampato Camera n. 1893)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 16 giugno 1988

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il
22 giugno 1988*

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa ad un codice
di condotta delle Conferenze per la navigazione marittima di
linea, adottata a Ginevra il 6 aprile 1974

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione relativa ad un codice di condotta delle Conferenze marittime, adottata a Ginevra il 6 aprile 1974, con atto finale ed allegati.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 49 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

CONVENTION RELATIVE A UN CODE DE CONDUITE DES CONFERENCES MARITIMES

OBJECTIFS ET PRINCIPES

Les Parties contractantes à la présente Convention,
DESIRANT améliorer le système de conférences maritimes,
RECONNAISSANT la nécessité d'un code de conduite des conférences maritimes
qui soit universellement acceptable,

TENANT compte des besoins et des problèmes propres aux pays en voie de
développement sur le plan des activités des conférences maritimes qui assurent
leur trafic extérieur,

CONVENANT d'exprimer dans le Code les objectifs fondamentaux et les
principes de base ci-après :

- a) l'objectif consistant à faciliter l'expansion ordonnée du trafic
maritime mondial;
- b) l'objectif consistant à stimuler le développement de services
maritimes réguliers et efficaces, adaptés aux besoins du trafic
considéré;
- c) l'objectif consistant à assurer l'équilibre entre les intérêts des
fournisseurs et ceux des utilisateurs de services réguliers de
transport maritime;
- d) le principe selon lequel les pratiques des conférences maritimes ne
devraient entraîner aucune discrimination à l'encontre des armateurs,
des chargeurs ou du commerce extérieur d'aucuns pays;
- e) le principe selon lequel les conférences ont des consultations
sérieuses avec les organisations de chargeurs, les représentants des
chargeurs et les chargeurs sur les questions d'intérêt commun, avec
la participation, sur demande, des autorités compétentes;
- f) le principe selon lequel les conférences devraient mettre à la
disposition des parties intéressées des renseignements pertinents sur
celles de leurs activités qui concernent ces parties et publier des
renseignements concrets sur leurs activités,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER : DEFINITIONS

Conférence maritime ou conférence

Un groupe d'au moins deux transporteurs-exploitants de navires qui assure des services internationaux réguliers pour le transport de marchandises sur une ligne ou des lignes particulières dans des limites géographiques déterminées et qui a conclu un accord ou un arrangement, quelle qu'en soit la nature, dans le cadre duquel ces transporteurs opèrent en appliquant des taux de fret uniformes ou communs et toutes autres conditions de transport concertées pour la fourniture de services réguliers.

Compagnie maritime nationale

Une compagnie maritime nationale d'un pays donné est un transporteur-exploitant de navires qui a son siège social et dont le contrôle effectif est exercé dans ce pays et qui est reconnu comme tel par une autorité compétente dudit pays ou par sa législation.

Les compagnies qui sont la propriété et sous la gestion d'une entreprise commune comportant au moins deux pays, dont le capital social est détenu pour une part substantielle par des intérêts nationaux, publics et/ou privés, de ces pays, et dont le siège social est situé et effectivement contrôlé dans l'un de ces pays, peuvent être reconnues comme compagnie nationale par les autorités compétentes desdits pays.

Compagnie maritime d'un pays tiers

Un transporteur-exploitant de navires dans ses opérations entre deux pays dont il n'est pas compagnie maritime nationale.

Chargeur

Personne physique ou morale qui a conclu ou qui manifeste l'intention de conclure un accord contractuel ou autre avec une conférence ou une compagnie maritime en vue du transport de marchandises sur lesquelles elle a un titre privilégié.

Organisation de chargeurs

Association ou organisation équivalente qui soutient, représente et protège les intérêts des chargeurs et que l'autorité compétente ou les autorités compétentes du pays dont elle représente les chargeurs reconnaissent à ce titre si elles le désirent.

Marchandises transportées par la conférence

Cargaisons transportées par les compagnies maritimes membres d'une conférence conformément à l'accord de conférence.

Autorité compétente

Un gouvernement ou un organisme désigné par un gouvernement ou par voie de législation nationale pour s'acquitter de l'une quelconque des fonctions que les dispositions du présent Code assignent à ladite autorité.

Taux de fret promotionnel

Taux établi pour promouvoir le transport d'exportations non traditionnelles du pays considéré.

Taux de fret spécial

Taux de fret préférentiel, autre qu'un taux de fret promotionnel, susceptible de négociation entre les parties intéressées.

CHAPITRE II : RELATIONS ENTRE LES COMPAGNIES MARITIMES
MEMBRES D'UNE CONFERENCE

Article premier

Composition de la conférence

1) Toute compagnie nationale a le droit d'être membre à part entière d'une conférence qui assure le trafic extérieur de son pays, sous réserve des critères énoncés au paragraphe 2 de l'article premier. Les compagnies maritimes qui ne sont compagnies nationales dans aucun des trafics assurés par une conférence ont le droit de devenir membres à part entière de cette conférence, sous réserve des critères énoncés aux paragraphes 2 et 3 de l'article premier et des dispositions relatives à la participation au trafic énoncées à l'article 2 en ce qui concerne les compagnies maritimes de pays tiers.

2) La compagnie maritime qui demande son admission à une conférence doit prouver qu'elle est en mesure et qu'elle a l'intention d'assurer, y compris le cas échéant, en exploitant des navires affrétés, à condition que les critères énoncés dans le présent paragraphe soient respectés, un service régulier, suffisant et efficace, à long terme, selon la définition donnée dans l'accord de conférence dans le cadre de la conférence, s'engage à respecter toutes les conditions et modalités de l'accord de conférence, et dépose une caution financière destinée à garantir toute obligation financière en cours en cas de retrait, suspension ou expulsion ultérieure, si l'accord de conférence l'exige.

3) Lors de l'examen d'une demande d'admission présentée par une compagnie maritime qui n'est compagnie nationale dans aucun des trafics assurés par la conférence intéressée, doivent notamment être pris en considération, outre les dispositions du paragraphe 2 de l'article premier, les critères ci-après :

- a) le volume effectif et les perspectives d'accroissement du trafic sur la ligne ou les lignes desservies par la conférence;

- b) le rapport entre le tonnage disponible et le volume effectif et prévisible du trafic sur la ligne ou les lignes desservies par la conférence;
- c) l'effet probable de l'admission de la compagnie maritime à la conférence sur l'efficacité et la qualité des services fournis par la conférence;
- d) la participation actuelle de la compagnie maritime au trafic sur la même ligne ou les mêmes lignes hors conférence; et
- e) la participation actuelle de la compagnie maritime au trafic sur la même ligne ou les mêmes lignes dans le cadre d'une autre conférence.

Les critères ci-dessus sont appliqués sans préjudice de la mise en oeuvre des dispositions de l'article 2 relatives à la participation au trafic.

4) Une conférence statue rapidement sur une demande d'admission ou de réadmission et communique sa décision à la compagnie postulante rapidement et, au plus tard, dans les six mois suivant la date de la demande. En rejetant la demande d'admission ou de réadmission, la conférence donne en même temps par écrit les motifs de son refus.

5). En examinant une demande d'admission, une conférence tient compte des vues présentées par les chargeurs et les organisations de chargeurs des pays dont elle assure le trafic ainsi que des vues des autorités compétentes, si celles-ci le demandent.

6) Outre les critères d'admission énoncés au paragraphe 2 de l'article premier, la compagnie maritime qui fait une demande de réadmission fournit également la preuve qu'elle a rempli ses obligations conformément aux paragraphes 1 et 4 de l'article 4. La conférence peut procéder à une enquête minutieuse sur les circonstances dans lesquelles la compagnie a quitté la conférence.

Article 2Participation au trafic

- 1) Toute compagnie maritime admise à une conférence aura des droits de desserte et de chargement dans les trafics assurés par cette conférence.
- 2) Si une conférence exploite un pool, toutes les compagnies maritimes membres de la conférence qui assurent le trafic faisant l'objet du pool auront le droit de participer au pool pour le trafic en question.
- 3) Pour déterminer les parts de trafic auxquelles les compagnies membres ont droit, les compagnies maritimes nationales de chaque pays, quel que soit leur nombre, sont réputées constituer un seul groupe de compagnies maritimes pour ce pays.
- 4) Pour déterminer une part de trafic dans un pool de compagnies membres et/ou de groupes de compagnies maritimes nationales conformément au paragraphe 2 de l'article 2, les principes ci-après, relatifs à leur droit de participer au trafic assuré par la conférence, sont appliqués, à moins qu'il n'en soit convenu autrement :
 - a) Chacun des groupes de compagnies maritimes nationales de deux pays entre lesquels la conférence assure des transports au titre du commerce extérieur a un droit égal de participer au fret et au volume des cargaisons composant leurs échanges extérieurs mutuels et transportés par la conférence;
 - b) Les compagnies maritimes de pays tiers, s'il en est, ont le droit d'obtenir une part appréciable, 20 p. 100 par exemple, du fret et du volume des cargaisons composant ces échanges.
- 5) Si, dans l'un quelconque des pays dont les cargaisons sont transportées par une conférence, il n'y a pas de compagnie maritime nationale participant au transport des cargaisons en question, la part du trafic à laquelle les compagnies maritimes nationales de ce pays auraient droit conformément au paragraphe 4 de l'article 2 est répartie entre les diverses compagnies membres participant au trafic, au prorata de leurs parts respectives.

- 6) Si les compagnies maritimes nationales d'un pays décident de ne pas transporter en totalité leur part du trafic, la fraction de leur part du trafic qu'elles ne transportent pas sera répartie entre les diverses compagnies membres participant au trafic, au prorata de leurs parts respectives.
- 7) Si les compagnies maritimes nationales des pays intéressés ne participent pas au trafic entre ces pays qui est assuré par une conférence, les parts de trafic transportées par la conférence entre ces pays seront réparties entre les compagnies membres participantes de pays tiers par voie de négociations commerciales entre ces compagnies.
- 8) Les compagnies maritimes nationales d'une région, membres d'une conférence, à une extrémité du trafic assuré par la conférence, pourront redistribuer entre elles d'un commun accord les parts de trafic qui leur sont attribuées, conformément aux dispositions des paragraphes 4 à 7 inclus de l'article 2.
- 9) Sous réserve des dispositions des paragraphes 4 à 8 inclus de l'article 2 relatives aux parts de trafic attribuées à des compagnies maritimes ou groupes de compagnies maritimes, les accords de pool ou de participation au trafic seront revus par la conférence périodiquement, à des intervalles qui seront stipulés dans ces accords et conformément à des critères qui seront spécifiés dans l'accord de conférence.
- 10) La mise en application du présent article commencera aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la présente Convention et sera achevée à l'expiration d'une période de transition dont la durée ne dépassera en aucun cas deux ans, compte tenu de la situation particulière dans chacun des trafics considérés.
- 11) Les compagnies maritimes membres d'une conférence ont le droit d'exploiter des navires affrétés pour s'acquitter de leurs obligations de membres de la conférence.
- 12) Les critères de participation au trafic et de révision des parts énoncés aux paragraphes 1 à 11 inclus de l'article 2 s'appliquent quand, en l'absence de pool, il existe un accord d'accostage, de desserte et/ou de répartition du trafic sous toute autre forme.

13) Quand il n'existe dans une conférence aucun accord de pool, d'accostage, de desserte ou autre accord de participation au trafic, l'un quelconque des groupes de compagnies maritimes nationales membres de la conférence peut demander que des accords de pool soient conclus en ce qui concerne le trafic entre leur pays assuré par la conférence conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2, ou il peut demander que les dessertes soient ajustées de façon à donner à ces compagnies la possibilité de bénéficier substantiellement des mêmes droits à participer au trafic entre ces deux pays assuré par la conférence que ceux dont elles auraient bénéficié en application des dispositions du paragraphe 4 de l'article 2. Toute demande en ce sens sera examinée et tranchée par la conférence. Si l'accord ne se fait pas sur la création d'un pool ou l'ajustement des dessertes entre les membres de la conférence, les groupes de compagnies nationales des pays situés aux deux extrémités du trafic disposeront de la majorité des voix décisive dans la décision de créer un tel pool ou d'ajuster les dessertes. La question sera tranchée dans un délai qui ne dépassera pas six mois à compter de la réception de la demande.

14) En cas de désaccord entre les compagnies maritimes nationales des pays situés aux deux extrémités dont le trafic est assuré par la conférence sur le point de savoir s'il y a ou non lieu d'adopter un accord de pool, ces compagnies peuvent demander que, à l'intérieur de la conférence, les dessertes soient ajustées de façon à donner auxdites compagnies la possibilité de bénéficier substantiellement des mêmes droits à participer au trafic entre les deux pays que ceux dont elles auraient bénéficié en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 2. S'il n'y a pas de compagnie maritime nationale dans l'un des pays dont la conférence assure le trafic, la ou les compagnies nationales de l'autre pays peuvent formuler la même demande. La conférence s'efforcera dans toute la mesure possible de faire droit à cette demande. Si toutefois la demande n'est pas satisfaite, les autorités compétentes aux deux extrémités du trafic peuvent se saisir de la question si elles le désirent et faire connaître leurs vues aux parties intéressées pour que celles-ci les examinent. Faute d'accord, le différend sera tranché suivant les procédures instituées dans le présent Code.

- 15) Les autres compagnies maritimes membres d'une conférence peuvent également demander l'adoption d'accords de pool ou de desserte et la demande sera examinée par la conférence conformément aux dispositions pertinentes du présent Code.
- 16) Une conférence doit prévoir, dans tout accord de pool, les mesures voulues pour le cas où les marchandises seraient laissées en souffrance par une compagnie membre pour une raison quelconque, sauf en cas de présentation tardive par le chargeur. Un accord de ce genre doit stipuler qu'un navire disposant d'espace non réservé et utilisable est autorisé à charger les marchandises, même en sus de la part de pool de la compagnie dans le trafic en question, si faute de cette autorisation, les marchandises risquent de rester à quai et d'être retardées au-delà d'une période fixée par la conférence.
- 17) Les dispositions des paragraphes 1 à 16 inclus de l'article 2 concernent toutes les marchandises quels que soient leur origine, leur destination ou l'usage auquel elles sont destinées, à l'exception du matériel militaire transporté aux fins de la défense nationale.

Article 3

Procédures d'adoption des décisions

Les procédures prescrites dans un accord de conférence pour l'adoption des décisions doivent être fondées sur le principe de l'égalité entre toutes les compagnies membres à part entière; elles seront conçues de manière que les règles de vote n'entravent pas le bon fonctionnement de la conférence et le service du trafic et elles définiront les questions sur lesquelles les décisions seront prises à l'unanimité. Toutefois, aucune décision ne pourra être prise au sujet de questions définies dans un accord de conférence concernant le trafic entre deux pays sans l'assentiment des compagnies maritimes nationales de ces deux pays.

Article 4Sanctions

- 1) Une compagnie maritime membre d'une conférence a le droit, sous réserve des dispositions concernant le retrait qui figurent dans les accords de pool et/ou dans les arrangements de participation au trafic, de se libérer, sans encourir de sanctions, des obligations de l'accord de conférence après avoir donné un préavis de trois mois, à moins que l'accord de conférence ne stipule un délai différent, mais elle est tenue de remplir les obligations qui lui incombaient en tant que membre de la conférence à la date à laquelle elle s'est libérée.
- 2) Une conférence peut, moyennant un préavis dont la durée est spécifiée dans l'accord de conférence, suspendre ou expulser un membre en cas d'infraction grave aux modalités et conditions de l'accord de conférence.
- 3) L'expulsion ou la suspension ne prennent pas effet avant qu'un avis motivé en ait été donné par écrit et que tout différend ait été réglé comme prévu au chapitre VI.
- 4) En cas de retrait ou d'expulsion, la compagnie maritime en cause est tenue de payer sa part des obligations financières en cours de la conférence, jusqu'à la date de son retrait ou de son expulsion. En cas de retrait, de suspension ou d'expulsion, elle n'est pas dégagée de ses propres obligations financières découlant de l'accord de conférence ni de ses obligations à l'égard des chargeurs.

Article 5Discipline interne

- 1) Les conférences doivent adopter et tenir à jour une liste indicative, aussi complète que possible, des pratiques considérées comme des pratiques irrégulières et/ou des infractions à l'accord de conférence, et elles doivent instituer un appareil efficace de discipline interne applicable à ces pratiques avec des dispositions spécifiques prévoyant :

- a) qu'il sera fixé, pour les pratiques irrégulières ou les infractions, des sanctions ou une échelle de sanctions proportionnelles à leur gravité;
 - b) que les arrêts et/ou les décisions rendus au sujet de plaintes formées contre des pratiques ou infractions feront, à la demande de la conférence ou de toute autre partie en cause, l'objet d'un examen et d'une révision impartiale par une personne ou un organisme n'ayant de lien avec aucune des compagnies maritimes membres de la conférence ni avec les compagnies qui leur sont affiliées;
 - c) que les autorités compétentes des pays desservis par la conférence et de ceux dont les compagnies maritimes sont membres de ladite conférence seront avisées, sur demande, de la suite donnée aux plaintes formées contre des pratiques irrégulières et/ou des infractions, l'anonymat des parties en cause étant respecté.
- 2) Les compagnies maritimes et les conférences sont en droit de compter sur la pleine coopération des chargeurs et des organisations de chargeurs dans leurs efforts pour lutter contre les pratiques irrégulières et les infractions.

Article 6

Accords de conférence

Tous les accords de conférence, accords de pool et accords sur les droits d'accostage et de desserte, ainsi que les amendements ou autres documents se rapportant directement à ces accords et ayant une incidence sur eux, doivent être mis sur demande, à la disposition des autorités compétentes des pays desservis par la conférence et de ceux dont les compagnies maritimes sont membres de ladite conférence.

CHAPITRE III : RELATIONS AVEC LES CHARGEURS

Article 7Accords de fidélité

- 1) Les compagnies maritimes membres d'une conférence ont le droit de passer avec les chargeurs et d'appliquer des accords de fidélité dont le type et la teneur sont arrêtés par voie de consultations entre la conférence et les organisations de chargeurs ou représentants des chargeurs. Ces accords doivent contenir des garanties stipulant explicitement les droits des chargeurs et ceux des membres de la conférence. Ils sont fondés sur le système du contrat ou sur tout autre système également licite.
- 2) Quels que soient les accords de fidélité conclus, le taux de fret applicable aux chargeurs fidèles doit être compris dans une échelle déterminée de pourcentages du taux de fret applicable aux autres chargeurs. Si une modification de l'écart entre les deux taux entraîne un accroissement des taux appliqués aux chargeurs, elle ne peut entrer en vigueur qu'après un préavis de 150 jours donné aux chargeurs en question ou suivant la pratique régionale et/ou l'accord conclu. Les différends relatifs à une modification de l'écart seront réglés de la manière prévue dans l'accord de fidélité.
- 3) Un accord de fidélité doit contenir des garanties stipulant explicitement les droits et obligations des chargeurs et ceux des compagnies maritimes membres de la conférence, conformément aux dispositions, entre autres, ci-après :
 - a) La responsabilité du chargeur jouera pour des cargaisons dont lui-même, la compagnie qui lui est affiliée, sa filiale ou son transitaire contrôle le transport, conformément au contrat de vente des marchandises considérées, sous réserve qu'il n'essaie pas, au moyen d'une échappatoire, d'un subterfuge ou d'un intermédiaire, de détourner des cargaisons en violation de son accord de fidélité.

- b) Le contrat de fidélité doit préciser le montant de l'indemnisation effective ou des dommages-intérêts contractuels et/ou de l'amende. Les compagnies membres de la conférence peuvent toutefois décider de fixer les dommages-intérêts à un chiffre plus bas ou de renoncer à demander des dommages-intérêts. En aucun cas, les dommages-intérêts contractuels dus par le chargeur ne dépasseront le montant du fret pour le transport visé, calculé au taux prévu dans le contrat.
- c) Le chargeur est en droit de recouvrer intégralement son statut de fidélité, sous réserve de satisfaire aux conditions fixées par la conférence, qui sont spécifiées dans l'accord de fidélité.
- d) L'accord de fidélité renfermera :
- i) la liste des cargaisons, y compris, le cas échéant, les cargaisons transportées en vrac sans être marquées ni dénombrées, qui sont expressément exclues du champ de l'accord de fidélité;
 - ii) la définition des conditions dans lesquelles des cargaisons autres que les cargaisons visées à l'alinéa i) ci-dessus sont réputées exclues du champ de l'accord de fidélité;
 - iii) le mode de règlement des différends se rapportant à l'application des accords de fidélité;
 - iv) une disposition prévoyant que l'accord de fidélité prendra fin à la demande d'un chargeur ou d'une conférence, sans aucune sanction, à l'expiration d'un préavis spécifié qui est donné par écrit;
 - v) les conditions d'octroi des dérogations.
- 4) En cas de différend entre une conférence et une organisation de chargeurs, des représentants de chargeurs et/ou des chargeurs, sur le type ou la teneur d'un projet d'accord de fidélité, l'une ou l'autre des parties peut faire trancher le différend suivant les procédures appropriées instituées dans le présent Code.

Article 8Dérogations

- 1) Les conférences prescriront, dans le cadre des accords de fidélité, que les demandes de dérogation des chargeurs seront examinées et qu'une décision sera prise rapidement et, si la dérogation est refusée, que les motifs en seront donnés par écrit, sur demande. Si une conférence ne confirme pas, dans un délai spécifié dans l'accord de fidélité, un espace suffisant pour embarquer les marchandises d'un chargeur dans un délai également spécifié dans ledit accord, le chargeur aura le droit, sans être pénalisé, d'utiliser un navire quelconque pour le transport en question.
- 2) Dans les ports qui ne sont desservis par les conférences que si la cargaison atteint un minimum spécifié, les chargeurs ont automatiquement le droit, au cas où la compagnie maritime ne fait pas escale malgré l'avis dûment adressé par les chargeurs ou ne répond pas à cet avis dans un délai convenu, d'utiliser tout navire disponible pour le transport de leur cargaison, sans compromettre leur statut de fidélité.

Article 9Publication des barèmes et des conditions et/ou règlements connexes

Les barèmes, conditions connexes, règlements et toute modification les concernant doivent être, sur demande, mis à la disposition des chargeurs, organisations de chargeurs et autres parties intéressées, à un prix raisonnable, et pourront être consultés dans les bureaux des compagnies maritimes et de leurs agents. Ils doivent énoncer toutes les conditions relatives à l'application des taux de fret et au transport de toutes les cargaisons qu'ils visent.

Article 10Rapports annuels

Les conférences doivent remettre chaque année aux organisations de chargeurs ou aux représentants de chargeurs des rapports sur leurs activités, destinés à leur donner des renseignements généraux sur toute question présentant un intérêt pour eux, notamment les renseignements pertinents sur les consultations avec les chargeurs et les organisations de chargeurs, la suite donnée aux plaintes, les changements survenus dans la composition de la conférence et les modifications importantes apportées au service, aux barèmes et aux conditions de transport. Ces rapports annuels doivent être communiqués, sur demande, aux autorités compétentes des pays dont la conférence en cause assure le trafic.

Article 11Mécanisme de consultation

- 1) Des consultations doivent avoir lieu sur les questions d'intérêt commun entre la conférence, les organisations de chargeurs, les représentants de chargeurs et, dans la mesure possible, les chargeurs, que l'autorité compétente peut désigner à cette fin, si elle le désire. Ces consultations ont lieu toutes les fois qu'elles sont demandées par l'une quelconque des parties susmentionnées. Les autorités compétentes ont le droit, sur demande, de participer pleinement aux consultations, sans que cela signifie qu'elles jouent un rôle dans l'adoption des décisions.
- 2) Les questions suivantes, entre autres, peuvent faire l'objet de consultations :
 - a) modification des conditions générales des barèmes et règlements connexes;
 - b) modification du niveau général des barèmes et des taux applicables aux produits importants;
 - c) taux de fret promotionnels et/ou spéciaux;
 - d) application de surtaxes et modifications les concernant;

- e) accords de fidélité, leur établissement ou les modifications à apporter à leur type et à leurs conditions générales;
 - f) modification du classement des barèmes des ports;
 - g) méthodes à suivre par les chargeurs pour fournir les renseignements nécessaires sur le volume et la nature probables de leurs cargaisons;
 - h) présentation des cargaisons à l'embarquement et conditions relatives au préavis d'espace disponible.
- 3) Dans la mesure où elles entrent dans le champ d'activité d'une conférence, les questions suivantes peuvent également faire l'objet de consultations :
- a) fonctionnement des services de contrôle des cargaisons;
 - b) modification de la structure des services;
 - c) effets de l'adoption de techniques nouvelles dans le transport des cargaisons, en particulier de l'unitarisation, avec la réduction des services habituels ou la suppression des services directs qui en résulte;
 - d) adéquation et qualité des services de transport maritime, notamment effets des accords de pool, d'accostage ou de desserte sur l'offre de services de transport maritime et les taux de fret auxquels ces services sont assurés, modification des zones desservies et de la régularité de fréquentation des ports par les navires de la conférence.
- 4) Des consultations doivent avoir lieu avant l'adoption de décisions finales, à moins que le présent Code n'en dispose autrement. Préavis sera donné de l'intention de prendre des décisions sur des questions visées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 11. S'il est impossible de donner un préavis, des décisions urgentes pourront être prises en attendant que des consultations aient lieu.
- 5) Les consultations commenceront sans retard injustifié et, en tout état de cause, dans un délai maximal fixé par l'accord de conférence ou, à défaut de dispositions dans l'accord, dans les 30 jours suivant la réception de la proposition de consultations, à moins que le présent Code ne stipule des délais différents.

6) Dans les consultations, les parties ne ménageront aucun effort pour apporter les renseignements appropriés, procéder à des échanges de vues en temps opportun et élucider les problèmes aux fins d'y chercher des solutions. Les parties en cause tiendront compte des avis et des difficultés les unes des autres et s'efforceront d'aboutir à un accord compatible avec leur viabilité commerciale.

CHAPITRE IV : TAUX DE FRET

Article 12

Critères à suivre pour la détermination des taux de fret

Pour décider des questions de politique à suivre en matière de barèmes dans tous les cas mentionnés dans le présent Code, il sera tenu compte, sauf disposition contraire, des critères ci-après :

- a) Les taux de fret seront fixés au niveau le plus bas qui soit possible du point de vue commercial et permettront aux armateurs de réaliser un profit raisonnable;
- b) Les frais d'exploitation des conférences seront, en règle générale, calculés pour le voyage aller et retour, le transport en sortie et en entrée étant considéré comme un tout. Quand il y a lieu, le transport en sortie et le transport en entrée devraient être considérés séparément. Les taux de fret devraient tenir compte entre autres facteurs, de la nature des marchandises, du rapport entre leur poids et leur volume, ainsi que de leur valeur;
- c) Dans la fixation de taux de fret promotionnels et/ou de taux de fret spéciaux pour certaines marchandises, les conditions du commerce de ces marchandises provenant des pays desservis par la conférence, en particulier des pays en voie de développement et des pays sans littoral, seront prises en considération.

Article 13Barèmes des conférences et classement des barèmes

- 1) Les barèmes des conférences ne doivent pas faire de distinction indue entre chargeurs se trouvant dans une situation similaire. Les compagnies maritimes membres d'une conférence doivent respecter strictement les taux, règles et conditions énoncés dans leurs barèmes et dans les autres documents publiés par la conférence qui sont en cours de validité, ainsi que tous arrangements spéciaux admis par le présent Code.
- 2) Les barèmes des conférences devraient être rédigés de façon simple et claire, comprendre le moins de classes/catégories possibles, selon les exigences propres à un trafic, et spécifier un taux de fret pour chaque produit et, s'il y a lieu, pour chaque classe/catégorie; ils devraient aussi indiquer, dans la mesure possible, pour faciliter le rassemblement et l'analyse des statistiques, le numéro de la position correspondante du produit dans la Classification type pour le commerce international, dans la Nomenclature douanière de Bruxelles ou dans toute autre nomenclature qui serait adoptée au niveau international; le classement des produits dans les barèmes devrait, autant que possible, être établi en coopération avec les organisations de chargeurs et autres organisations nationales et internationales intéressées.

Article 14Augmentations générales des taux de fret

- 1) Par préavis donné 150 jours au moins d'avance, ou suivant la pratique régionale et/ou l'accord conclu, les conférences avisent les organisations de chargeurs ou les représentants des chargeurs et/ou les chargeurs et, quand elles en sont tenues, les autorités compétentes des pays desservis par la conférence, de leur intention d'appliquer une augmentation générale des taux de fret, en indiquant son ordre de grandeur, la date à laquelle elle prendra effet et les raisons qui la motivent.

2) A la demande de l'une quelconque des parties désignées à cette fin dans le présent Code, formulée dans un délai convenu après réception du préavis, des consultations s'ouvriront, conformément aux dispositions pertinentes dudit Code, dans un délai stipulé de 30 jours au plus ou dans le délai préalablement fixé par les parties en cause; les consultations porteront sur les motifs et le montant de l'augmentation envisagée et sur la date à laquelle elle prendra effet.

3) En vue d'accélérer les consultations, une conférence peut, ou, à la demande de l'une quelconque des parties que les dispositions du présent Code autorisent à participer à des consultations sur des augmentations générales des taux de fret, doit soumettre aux participants, si possible dans un délai raisonnable avant les consultations, un rapport de comptables indépendants éminents, y compris, si les parties auteurs de la demande acceptent d'en faire l'un des éléments de base des consultations, une analyse d'ensemble des données concernant les dépenses et les recettes pertinentes qui, de l'avis de la conférence, nécessitent une augmentation des taux de fret.

4) Si les consultations aboutissent à un accord, l'augmentation des taux de fret prend effet à compter de la date indiquée dans le préavis donné conformément au paragraphe 1 de l'article 14, à moins que les parties en cause ne conviennent d'une date ultérieure.

5) Si l'accord ne s'est pas fait dans les 30 jours qui suivent le préavis donné conformément au paragraphe 1 de l'article 14 et sous réserve des procédures prescrites dans le présent Code, la question sera soumise immédiatement à la conciliation obligatoire internationale conformément aux dispositions du chapitre VI. La recommandation des conciliateurs, si elle est acceptée par les parties en cause, sera obligatoire pour elles et elle sera appliquée, sous réserve des dispositions du paragraphe 9 de l'article 14, avec effet à compter de la date mentionnée dans la recommandation des conciliateurs.

- 5) Sous réserve des dispositions du paragraphe 9 de l'article 14, une conférence peut appliquer une augmentation générale des taux de fret en attendant la recommandation des conciliateurs. En formulant leur recommandation, les conciliateurs devraient tenir compte de l'ampleur de l'augmentation ainsi décidée par la conférence et de la période au cours de laquelle elle a été appliquée. Si la conférence rejette la recommandation des conciliateurs, les chargeurs et/ou les organisations de chargeurs ont le droit de se considérer comme non liés, après un préavis approprié, par tout arrangement ou autre contrat conclu avec cette conférence et de nature à les empêcher de recourir aux services de compagnies maritimes hors conférence. Quand il existe un accord de fidélité, les chargeurs et/ou les organisations de chargeurs notifieront dans les 30 jours qu'ils ne se considèrent plus comme liés par cet accord, la notification prenant effet à compter de la date qui y est mentionnée, et un délai de 30 jours au moins et de 90 jours au plus sera prévu à cet effet dans l'accord de fidélité.
- 7) Une ristourne qui est due au chargeur et dont le montant a déjà été accumulé par la conférence ne doit pas être retenue par la conférence ou abandonnée à son profit à la suite de décisions prises par le chargeur en application du paragraphe 6 de l'article 14.
- 8) Si le trafic d'un pays qui est assuré par des compagnies maritimes membres d'une conférence sur une ligne donnée consiste essentiellement en un seul ou en quelques produits principaux, toute augmentation des taux de fret pour un ou plusieurs de ces produits est considérée comme une augmentation générale des taux de fret et les dispositions pertinentes du présent Code sont applicables.
- 9) Les conférences devraient stipuler que toute augmentation générale des taux de fret devenue effective conformément au présent Code est applicable pendant une période minimale déterminée, compte tenu, dans tous les cas, des règles concernant les surtaxes et les ajustements de taux de fret consécutifs à des fluctuations des taux de change. La question de la durée d'application

d'une augmentation générale des taux de fret, peut être considérée au cours de consultations engagées conformément au paragraphe 2 de l'article 14, mais, à moins que les parties en cause n'en conviennent autrement au cours des consultations, il doit s'écouler 12 mois au moins entre la date à laquelle une augmentation générale des taux de fret devient effective et la date à laquelle préavis de l'augmentation générale des taux de fret suivante a été donné conformément au paragraphe 1 de l'article 14.

Article 15

Taux de fret promotionnels

- 1) Les conférences devraient instaurer des taux de fret promotionnels en faveur des exportations non traditionnelles.
- 2) Tous les renseignements nécessaires et normalement exigibles qui justifient l'application d'un taux de fret promotionnel seront fournis à la conférence par les chargeurs, organisations de chargeurs ou représentants de chargeurs intéressés.
- 3) Il sera institué des procédures spéciales permettant de statuer sur les demandes de taux de fret promotionnels dans les 30 jours qui suivent la date de réception des renseignements, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Ces procédures seront entièrement distinctes des procédures générales à suivre quand il s'agit d'examiner la possibilité de réduire les taux de fret pour d'autres produits ou de les exempter d'une augmentation des taux.
- 4) La conférence informera les chargeurs et/ou les organisations de chargeurs et, sur demande, les gouvernements et/ou les autres autorités compétentes des pays dont elle assure le trafic, des procédures suivies pour examiner les demandes de taux de fret promotionnels.

Les taux de fret promotionnels seront fixés normalement pour une période de 12 mois, à moins que les parties intéressées n'en conviennent autrement. Avant l'expiration de cette période, le taux de fret promotionnel sera revu à la demande du chargeur et/ou de l'organisation de chargeurs intéressée, et il appartiendra alors au chargeur et/ou à l'organisation de chargeurs de prouver, à la demande de la conférence, que le maintien du taux promotionnel au-delà de la période initiale est justifié.

6) Quand elle examine une demande de taux de fret promotionnel, la conférence peut tenir compte de ce que le taux, tout en favorisant l'exportation du produit non traditionnel pour lequel il est sollicité, n'est pas de nature à fausser notablement la concurrence avec les exportations d'un produit analogue en provenance d'un autre pays desservi par la conférence.

7) Les taux de fret promotionnels ne seront pas exempts de l'imposition d'une surtaxe ou d'un coefficient d'ajustement monétaire établis conformément aux articles 16 et 17.

8) Chaque compagnie maritime membre d'une conférence desservant les ports appropriés dans un trafic assuré par la conférence acceptera, et ne refusera pas sans raisons sérieuses, une part équitable des cargaisons pour lesquelles la conférence a fixé un taux de fret promotionnel.

Article 16

Surtaxes

1) Les surtaxes imposées par une conférence pour tenir compte d'augmentations subites ou extraordinaires des coûts ou de pertes de recettes seront réputées temporaires. Elles seront réduites en fonction des améliorations de la situation ou des circonstances auxquelles elles devaient remédier et seront supprimées, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de l'article 16, dès que la situation ou les circonstances qui en ont motivé l'adoption auront disparu. Ces indications seront données au moment de l'imposition de la surtaxe, et il sera précisé en même temps, autant que possible, quel changement de situation ou de circonstances conduira à relever, à réduire ou à supprimer la surtaxe.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) Les surtaxes imposées sur les cargaisons entrant dans un port déterminé ou en partant seront de même réputées temporaires et seront de même augmentées, réduites ou annulées, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de l'article 16, quand les conditions dans ce port changeront.

3. Avant l'imposition d'une surtaxe, qu'elle soit générale ou ne vise qu'un port déterminé, préavis devrait en être donné et les consultations auront lieu sur demande, suivant les procédures prescrites dans le présent Code, entre la conférence intéressée et les autres parties directement touchées par la surtaxe et désignées dans le présent Code comme admises à participer à ces consultations, sauf si des circonstances exceptionnelles justifient l'imposition immédiate de la surtaxe. Si une surtaxe a été imposée sans consultation préalable, des consultations auront lieu sur demande le plus tôt possible après l'imposition de la surtaxe. Avant ces consultations, les conférences produiront les données qui, à leur avis, justifient l'imposition de la surtaxe.

4. A moins que les parties n'en conviennent autrement dans les 15 jours qui suivent la réception d'un préavis donné conformément au paragraphe 3 de l'article 16, s'il n'y a pas accord sur la question de la surtaxe entre les parties en cause visées dans ledit article, il sera fait application des dispositions pertinentes du présent Code relatives au règlement des différends. A moins que les parties intéressées n'en conviennent autrement, la surtaxe peut cependant être imposée en attendant le règlement du différend, si le différend n'est toujours pas réglé à la fin de la période de 30 jours qui suit la réception du préavis susmentionné.

5. Si une surtaxe est imposée dans des circonstances exceptionnelles sans qu'il y ait eu consultation préalable conformément au paragraphe 3 de l'article 16 et que l'accord ne se fasse pas au cours de consultations ultérieures, il sera fait application des dispositions pertinentes du présent Code relatives au règlement des différends.

6) Une perte financière subie par les compagnies maritimes membres d'une conférence en raison d'un retard découlant de consultations et/ou d'autres procédures destinées à régler les différends relatifs à l'imposition de surtaxes, conformément aux dispositions du présent Code, par rapport à la date à laquelle la surtaxe devait être imposée en vertu du préavis donné conformément au paragraphe 3 de l'article 16, peut être compensée par une prolongation équivalente de la durée d'application de la surtaxe avant sa suppression. Inversement, dans le cas d'une surtaxe imposée par la conférence et ultérieurement réputée et reconnue injustifiée ou excessive à la suite de consultations ou d'autres procédures prescrites dans le présent Code, les sommes ainsi perçues ou la fraction ainsi réputée excessive sont, sauf accord contraire, remboursées aux parties intéressées, si celles-ci le demandent, dans les 30 jours qui suivent leur demande.

Article 17

Modifications des parités monétaires

1) Les modifications des parités monétaires, y compris la dévaluation ou la réévaluation officielle, quand elles entraînent des modifications dans les coûts et/ou recettes d'exploitation globaux des compagnies maritimes membres d'une conférence se rapportant à leurs opérations dans le cadre de la conférence, sont une raison valable pour appliquer un coefficient d'ajustement monétaire ou modifier les taux de fret. Les ajustements ou les modifications seront tels que, tout compte fait, ils n'entraînent, autant que possible, ni gain ni perte pour les compagnies membres. Ils peuvent prendre la forme de surcotes ou de décotes, ou de relèvements ou d'abaissements des taux de fret.

2) Ces ajustements ou modifications s'entendent sous réserve d'un préavis, qui devra être donné conformément à la pratique régionale, quand il en existe une, et des consultations auront lieu, conformément aux dispositions du présent Code, entre la conférence intéressée et les autres parties directement en cause et

désignées dans le présent Code comme admises à participer à des consultations, sauf si des circonstances exceptionnelles justifient l'imposition immédiate du coefficient d'ajustement monétaire ou d'une modification des taux de fret. S'il y a eu ajustement ou modification sans consultation préalable, des consultations auront lieu le plus tôt possible par la suite. Les consultations devraient porter sur l'application, le montant et la date d'entrée en vigueur du coefficient d'ajustement monétaire ou de la modification des taux de fret, et les procédures à suivre seront les mêmes que celles qui sont stipulées aux paragraphes 4 et 5 de l'article 16 concernant les surtaxes. Ces consultations devraient avoir lieu et être terminées dans un délai ne dépassant pas 15 jours à compter de la date à laquelle l'intention d'appliquer une surcote ou d'effectuer une modification des taux de fret est annoncée.

3) Si l'accord n'intervient pas dans les 15 jours, par voie de consultations, il sera fait application des dispositions pertinentes du présent Code relatives au règlement des différends.

4) Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 16 s'appliquent, adaptées selon les besoins, aux coefficients d'ajustement monétaire et aux modifications des taux de fret dont il est question dans le présent article.

CHAPITRE V : QUESTIONS DIVERSES

Article 18

Navires d'attaque

Les membres d'une conférence n'utiliseront pas de navires d'attaque, dans son trafic, pour supprimer, empêcher ou réduire la concurrence en forçant une compagnie maritime non membre de la conférence à se retirer dudit trafic.

Article 19Adéquation des services

- 1) Les conférences devraient prendre les mesures nécessaires et appropriées pour que les compagnies membres assurent des services réguliers, suffisants et efficaces, aussi fréquents que l'exige le trafic qu'elles desservent, et règlent ces services de manière à éviter, autant que possible, des voyages trop rapprochés ou trop espacés. Les conférences devraient aussi étudier les mesures spéciales qui pourraient être nécessaires pour organiser les services de manière à faire face aux variations saisonnières dans le volume des cargaisons.
- 2) Les conférences et les autres parties désignées dans le présent Code comme admises à participer aux consultations, y compris les autorités compétentes si elles le désirent, devraient suivre de près la demande de tonnage, l'adéquation et le caractère approprié des services et, en particulier, les possibilités de les rationaliser et d'en accroître l'efficacité, et assurer entre elles une coopération étroite à ces égards. Les avantages découlant manifestement d'une rationalisation des services seront dûment répercutés sur le niveau des taux de fret.
- 3) Dans les ports qui ne sont desservis par les conférences que si la cargaison atteint un minimum spécifié, ledit minimum sera indiqué dans le barème. Les chargeurs devraient notifier en temps voulu l'existence d'une telle cargaison.

Article 20Siège de la conférence

En règle générale, la conférence aura son siège dans un pays dont elle assure le trafic, à moins que les compagnies maritimes membres de la conférence n'en conviennent autrement.

Article 21Représentation

Les conférences instituent une représentation locale dans tous les pays dont elles assurent le trafic, mais, si des raisons pratiques s'y opposent, la représentation pourra se faire au niveau régional. Le nom et l'adresse des représentants devront être faciles à obtenir et ces représentants devront veiller à ce que chargeurs et conférences soient rapidement informés de leurs vues respectives, de façon à accélérer l'adoption de décisions. Quand elle l'estimera utile, la conférence déléguera des pouvoirs de décision suffisants à ses représentants.

Article 22Contenu des accords de conférence, des accords de participation au trafic et des accords de fidélité

Les accords de conférence, les accords de participation au trafic et les accords de fidélité doivent être conformes aux dispositions pertinentes du présent Code et peuvent comprendre toutes autres dispositions dont il pourrait être convenu et qui ne soient pas incompatibles avec ledit Code.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS ET MECANISME EN VUE DU REGLEMENT DES DIFFERENDS

A. Dispositions généralesArticle 23

1) Les dispositions du présent chapitre s'appliquent dans le cas d'un différend relatif à l'application ou à la mise en oeuvre des dispositions du présent Code entre les parties ci-après :

- a) une conférence et une compagnie maritime;
- b) les compagnies maritimes membres d'une conférence;
- c) une conférence ou une compagnie maritime membre d'une conférence et une organisation de chargeurs ou des représentants de chargeurs ou des chargeurs;
- d) deux ou plusieurs conférences.

Aux fins du présent chapitre, le terme "partie" désigne les parties initiales au différend ainsi que les tierces parties qui se sont jointes à l'instance conformément à l'alinéa a) de l'article 34.

2) Les différends entre compagnies maritimes battant le même pavillon, ainsi qu'entre organisations appartenant au même pays, seront réglés dans le cadre de la juridiction nationale de ce pays, à moins qu'il n'en résulte de sérieuses difficultés dans l'application des dispositions du présent Code.

3) Les parties à un différend s'efforcent d'abord de le régler par un échange de vues ou par des négociations directes dans l'intention de trouver une solution mutuellement satisfaisante.

4) Les différends entre les parties visées au paragraphe 1 de l'article 23 relatifs :

- a) au refus d'admission d'une compagnie maritime nationale à une conférence assurant le trafic extérieur du pays de cette compagnie maritime;
- b) au refus d'admission à une conférence d'une compagnie maritime d'un pays tiers;
- c) à l'expulsion d'une conférence;
- d) à l'incompatibilité d'un accord de conférence avec le présent Code;
- e) à une augmentation générale des taux de fret;
- f) aux surtaxes;
- g) aux modifications des taux de fret, ou à l'imposition d'un coefficient d'ajustement monétaire par suite de modifications des parités;
- h) à la participation au trafic;
- i) au type et à la teneur d'accords de fidélité envisagés,

qui n'ont pas été réglés par un échange de vues ou par des négociations directes sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la conciliation obligatoire internationale conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 24

1) L'instance en conciliation est introduite à la demande de l'une des parties au différend.

2) La demande est faite :

- a) pour les différends relatifs à la participation à une conférence : au plus tard 60 jours à compter de la date à laquelle le postulant a reçu la décision motivée de la conférence, conformément au paragraphe 4 de l'article premier et au paragraphe 3 de l'article 4;
- b) pour les différends relatifs à une augmentation générale des taux de fret : au plus tard à la date d'expiration du préavis spécifié au paragraphe 1 de l'article 14;

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- c) pour les différends relatifs aux surtaxes : au plus tard à la date d'expiration de la période de 30 jours spécifiée au paragraphe 4 de l'article 16 ou, si aucun préavis n'a été donné, au plus tard 15 jours à compter de la date à laquelle la surtaxe est entrée en vigueur;
- d) pour les différends relatifs à des modifications des taux de fret ou à l'imposition d'un coefficient d'ajustement monétaire par suite de modifications des parités : au plus tard cinq jours après la date d'expiration de la période spécifiée au paragraphe 3 de l'article 17.
- 3) Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 24 ne s'appliquent pas à un différend soumis à la conciliation obligatoire internationale conformément au paragraphe 3 de l'article 25.
- 4) Des demandes de conciliation peuvent être présentées à tout moment pour des différends autres que ceux dont il est question au paragraphe 2 de l'article 24.
- 5) Les délais spécifiés au paragraphe 2 de l'article 24 peuvent être prolongés par entente entre les parties.
- 6) Une demande de conciliation sera réputée avoir été dûment faite s'il est prouvé qu'elle a été adressée à l'autre partie par lettre recommandée, télégramme ou télé-imprimeur ou qu'elle lui a été signifiée dans les délais spécifiés aux paragraphes 2 ou 5 de l'article 24.
- 7) Si aucune demande n'a été faite dans les délais spécifiés aux paragraphes 2 ou 5 de l'article 24, la décision de la conférence sera définitive et aucune partie au différend ne pourra introduire d'instance en invoquant les dispositions du présent chapitre à l'encontre de cette décision.

Article 25

- 1) Si les parties sont convenues que les différends visés aux alinéas a), b), c), d), h) et i) du paragraphe 4 de l'article 23 seront réglés suivant des procédures autres que celles qui sont définies dans ledit article ou conviennent de procédures pour régler un différend particulier né entre elles, ces différends sont réglés, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, conformément à leur convention.

2) Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 25 s'appliquent aussi aux différends mentionnés aux alinéas e), f) et g) du paragraphe 4 de l'article 23, à moins que la législation, les règles ou les réglementations nationales n'empêchent les chargeurs d'avoir cette liberté de choix.

3) Si une instance en conciliation a été introduite, elle a la préséance sur les recours existant en droit national. Si une partie invoque les dispositions du droit national à propos d'un différend auquel s'applique le présent chapitre sans demander qu'il soit recouru aux procédures prévues dans ledit chapitre, l'instance, à la demande d'une partie adverse à cette instance, est suspendue et le différend est soumis aux procédures définies dans le présent chapitre par le tribunal ou l'autorité devant qui les dispositions du droit national ont été invoquées.

Article 26

1) Les Parties contractantes conféreront aux conférences et aux organisations de chargeurs la capacité nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre et, en particulier :

- a) une conférence ou une organisation de chargeurs pourra introduire une instance en tant que partie ou être désignée comme partie à une instance à titre collectif;
- b) une notification adressée à une conférence ou à une organisation de chargeurs à titre collectif constituera également une notification à chaque membre de cette conférence ou organisation de chargeurs;
- c) une notification faite à une conférence ou à une organisation de chargeurs sera envoyée à l'adresse du siège de la conférence ou de l'organisation de chargeurs. Chaque conférence ou organisation de chargeurs dépose l'adresse de son siège auprès du Greffier désigné conformément au paragraphe 1 de l'article 46. Si une conférence ou une organisation ne dépose pas l'adresse de son siège ou n'a pas de siège, une notification adressée à un membre quelconque à l'intention de la conférence ou de l'organisation de chargeurs sera réputée être une notification adressée à cette conférence ou organisation.

2) L'acceptation ou le rejet d'une recommandation des conciliateurs par une conférence ou une organisation de chargeurs est réputé constituer acceptation ou rejet de ladite recommandation par chaque membre de la conférence ou organisation.

Article 27

A moins que les parties n'en conviennent autrement, les conciliateurs pourront décider de faire une recommandation en se fondant sur des communications écrites, sans procédure orale.

B. Conciliation obligatoire internationale

Article 28

Dans la conciliation obligatoire internationale, les autorités compétentes d'une Partie contractante participent, sur leur demande, à l'instance en conciliation pour soutenir la cause d'une partie qui est ressortissant de cette Partie contractante, ou d'une partie à un différend surgissant dans le cadre du commerce extérieur de ladite Partie contractante. Les autorités compétentes peuvent également participer à cette instance en conciliation en qualité d'observateur.

Article 29

- 1) Dans la conciliation obligatoire internationale, la procédure a lieu à l'endroit convenu à l'unanimité des parties ou, en l'absence d'unanimité, à l'endroit déterminé par les conciliateurs.
- 2) Pour déterminer l'endroit où la procédure de conciliation aura lieu, les parties et les conciliateurs tiennent compte notamment des pays que le différend concerne étroitement, eu égard au pays de la compagnie maritime en cause et, spécialement quand le différend porte sur une cargaison, au pays d'où la cargaison provient.

Article 30

- 1) Aux fins du présent chapitre, il sera constitué un Tableau international de conciliateurs composé d'experts renommés en droit, en économie des transports par mer, ou en commerce extérieur et en finances, au choix des Parties contractantes, lesquels exerceront leur charge en toute indépendance.
- 2) Chaque Partie contractante pourra à tout moment désigner jusqu'à 12 membres à inscrire au Tableau et elle communiquera leur nom au Greffier. Les désignations seront faites pour des périodes de six ans chacune et seront renouvelables. En cas de décès, d'empêchement ou de démission d'un membre inscrit au Tableau, la Partie contractante qui l'a désigné désignera un remplaçant pour le reste de la durée du mandat. Une désignation prend effet à la date à laquelle le Greffier en reçoit communication.
- 3) Le Greffier tiendra le Tableau à jour et informera régulièrement les Parties contractantes de la composition dudit Tableau.

Article 31

- 1) La conciliation a pour but d'arriver à un règlement amiable du différend au moyen de recommandations formulées par des conciliateurs indépendants.
- 2) Les conciliateurs délimitent et précisent les questions en litige, demandent aux parties des renseignements à cette fin et, sur la base de ces renseignements, soumettent aux parties une recommandation en vue du règlement du différend.
- 3) Les parties coopèrent de bonne foi avec les conciliateurs afin de les mettre en mesure d'exercer leurs fonctions.

..) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 25, les parties au différend peuvent à tout moment, au cours de la procédure de conciliation, décider d'un commun accord d'avoir recours à une autre procédure de règlement du différend qui les oppose. Les parties à un différend qui a été soumis à des procédures autres que celles qui sont prévues dans le présent chapitre peuvent décider d'un commun accord d'avoir recours à la conciliation obligatoire internationale.

Article 32

- 1) La procédure de conciliation est menée par un conciliateur unique ou par un nombre impair de conciliateurs agréés ou désignés par les parties.
- 2) Si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le nombre ou la désignation des conciliateurs comme prévu au paragraphe 1 de l'article 32, la procédure de conciliation est menée par trois conciliateurs, désignés l'un par une partie dans le mémoire introductif d'instance, l'autre par l'autre partie dans la réplique, le troisième par les deux conciliateurs ainsi désignés, lequel fera fonction de président.
- 3) Si la réplique ne nomme pas de conciliateur devant être désigné dans les cas où le paragraphe 2 de l'article 32 serait applicable, le deuxième conciliateur, dans les 30 jours qui suivent la réception du mémoire introductif d'instance, est choisi par voie de tirage au sort par le conciliateur désigné dans le mémoire introductif d'instance parmi les membres du Tableau désignés par la Partie contractante ou les Parties contractantes dont le(s) défendeur(s) est (sont) ressortissant(s).
- 4) Si les conciliateurs désignés conformément aux paragraphes 2 ou 3 de l'article 32 ne peuvent s'entendre, dans les 15 jours qui suivent la désignation du deuxième, sur la désignation du troisième, celui-ci, dans les 5 jours suivants, est choisi par voie de tirage au sort par les conciliateurs désignés. Avant le tirage au sort :

- a) aucun membre du Tableau de conciliateurs ayant la même nationalité que l'un ou l'autre des deux conciliateurs désignés ne peut être choisi par voie de tirage au sort;
- b) chacun des deux conciliateurs désignés peut récuser de la liste du Tableau de conciliateurs un nombre égal de conciliateurs, étant entendu qu'il doit rester au moins 30 membres du Tableau susceptibles d'être choisis par voie de tirage au sort.

Article 33

- 1) Si plusieurs parties demandent une conciliation avec le même défendeur au sujet du même problème ou de problèmes étroitement liés, le défendeur peut demander la jonction d'instances.
- 2) La demande de jonction d'instances est examinée par les présidents des conciliateurs choisis jusque-là, qui statuent à la majorité des voix. Si la demande est déclarée recevable, les présidents désignent les conciliateurs chargés d'examiner les instances jointes parmi les conciliateurs déjà désignés ou choisis, étant entendu que les conciliateurs seront choisis en nombre impair et que le premier conciliateur désigné par chaque partie sera l'un des conciliateurs chargé des instances jointes.

Article 34

Si une instance de conciliation a été introduite, toute partie autre qu'une autorité compétente visée à l'article 28 peut se joindre à l'instance :

soit

- a) en qualité de partie, si elle a un intérêt économique direct dans l'affaire,

soit

- b) pour soutenir la cause de l'une des parties initiales, si elle a un intérêt économique indirect dans l'affaire,

à moins que l'une ou l'autre des parties initiales ne s'oppose à cette jonction.

Article 35

- 1) Les recommandations des conciliateurs seront faites conformément aux dispositions du présent Code.
- 2) En cas de silence du Code sur un point, les conciliateurs appliqueront le droit que les parties détermineront d'un commun accord au moment de l'ouverture de l'instance en conciliation ou en cours d'instance, mais, au plus tard, au moment de la production des preuves. A défaut d'un tel accord, le droit applicable sera celui qui, de l'avis des conciliateurs, se rapporte le plus étroitement au différend.
- 3) Les conciliateurs ne statueront pas sur le différend ex aequo et bono, à moins que les parties n'en conviennent ainsi après que le différend est né.
- 4) Les conciliateurs ne peuvent prononcer le non liquet sous prétexte de l'obscurité du droit.
- 5) Les conciliateurs peuvent recommander les mesures correctives et réparations prescrites par le droit applicable au différend.

Article 36

Les recommandations des conciliateurs seront accompagnées d'un exposé des motifs.

Article 37

- 1) A moins que les parties ne conviennent avant, pendant ou après la procédure de conciliation, que la recommandation des conciliateurs aura force obligatoire, la recommandation devient obligatoire du fait de l'acceptation par les parties. Une recommandation qui a été acceptée par quelques parties à un différend est obligatoire entre ces parties seulement.

- 2) L'acceptation de la recommandation doit être signifiée par les parties aux conciliateurs, à l'adresse indiquée par eux, dans les 30 jours qui suivent la réception de la notification de la recommandation; sinon, la recommandation sera réputée n'avoir pas été acceptée.
- 3) Toute partie qui n'accepte pas la recommandation signifiera aux conciliateurs et aux autres parties, par écrit et en détail, dans les 30 jours qui suivent le délai mentionné au paragraphe 2 de l'article 37, les moyens qu'elle invoque pour rejeter la recommandation.
- 4) Si la recommandation a été acceptée par les parties, les conciliateurs dressent et signent un procès-verbal de règlement, la recommandation devenant alors obligatoire pour ces parties. Si la recommandation n'a pas été acceptée par toutes les parties, les conciliateurs établissent un rapport concernant les parties qui rejettent la recommandation, mentionnant le différend et le fait que ces parties ne l'ont pas réglé.
- 5) Une recommandation qui est devenue obligatoire pour les parties sera exécutée par elles immédiatement ou à une date ultérieure spécifiée dans la recommandation.
- 6) Une partie peut subordonner son acceptation à celle de toutes les parties ou de l'une quelconque des autres parties au différend.

Article 38

- 1) Une recommandation constitue un règlement final d'un différend entre les parties qui l'acceptent, sauf dans la mesure où elle n'est pas reconnue et exécutée conformément aux dispositions de l'article 39.
- 2) Le mot "recommandation" comprend toute interprétation, clarification ou révision de la recommandation par les conciliateurs avant l'acceptation de la recommandation.

Article 39

- 1) Chaque Partie contractante reconnaîtra une recommandation comme ayant force obligatoire entre les Parties qui l'ont acceptée et, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 39, elle assurera l'exécution, à la demande d'une de ces parties, de toutes les obligations imposées par la recommandation comme s'il s'agissait d'un jugement final rendu par un tribunal de ladite Partie contractante.
- 2) Une recommandation ne sera pas reconnue et exécutée à la demande d'une partie visée au paragraphe 1 de l'article 39 dans le seul cas où le tribunal ou autre autorité compétente du pays où la reconnaissance ou l'exécution est demandée acquiert la certitude que :
 - a) une partie qui a accepté la recommandation était, en vertu de la loi à elle applicable, frappée d'une incapacité légale au moment de l'acceptation;
 - b) le prononcé de la recommandation a été obtenu par dol ou contrainte;
 - c) la recommandation est contraire à l'ordre public du pays où elle doit être exécutée; ou
 - d) la composition du groupe de conciliateurs ou la procédure de conciliation n'était pas conforme aux dispositions du présent Code.
- 3) Une partie quelconque de la recommandation ne sera pas reconnue et exécutée si le tribunal ou autre autorité compétente acquiert la certitude que cette partie tombe sous le coup de l'un des alinéas du paragraphe 2 de l'article 39 et peut être dissociée du reste de la recommandation. Si la partie en question ne peut être dissociée, la recommandation tout entière ne sera ni reconnue ni exécutée.

Article 40

- 1) Si la recommandation a été acceptée par toutes les parties, la recommandation et les motifs à l'appui pourront être rendus publics avec le consentement de toutes les parties.

- 2) Si la recommandation a été rejetée par une ou plusieurs parties, mais a été acceptée par une ou plusieurs parties :
- a) la partie ou les parties qui rejettent la recommandation rendent publics les moyens qu'elles ont invoqués à cette fin conformément au paragraphe 3 de l'article 37 et pourront en même temps rendre publics la recommandation et les motifs à l'appui;
 - b) une partie qui a accepté la recommandation pourra rendre publics la recommandation et les motifs à l'appui; elle pourra également rendre publics les moyens invoqués par toute autre partie pour rejeter la recommandation, à moins que cette autre partie n'ait déjà rendu publics son rejet et les moyens qu'elle a invoqués conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 40.
- 3) Si la recommandation n'a été acceptée par aucune des parties, chaque partie peut rendre publics la recommandation et les motifs à l'appui, ainsi que son propre rejet et les moyens qu'elle a invoqués.

Article 41

- 1) Les documents et exposés contenant des renseignements de fait remis par l'une quelconque des parties aux conciliateurs seront rendus publics à moins que cette partie ou une majorité des conciliateurs n'en convienne autrement.
- 2) Les documents et exposés ainsi remis par une partie pourront être produits par elle à l'appui de sa thèse dans toute instance ultérieure découlant du même différend et introduite entre les mêmes parties.

Article 42

Si la recommandation n'est pas devenue obligatoire pour les parties, aucune des vues exprimées ou aucun des motifs donnés par les conciliateurs, ou aucune des concessions ou offres faites par les parties aux fins de l'instance en conciliation ne portera atteinte aux droits et obligations d'ordre juridique de l'une quelconque des parties.

Article 43

- 1) a) Les frais des conciliateurs et tous les frais relatifs au déroulement de l'instance en conciliation seront supportés à parts égales par les parties à l'instance, à moins qu'elles n'en conviennent autrement.
- b) Une fois que l'instance en conciliation a été introduite, les conciliateurs pourront demander une avance ou une garantie pour les frais visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 43.

- 2) Chaque partie prend à sa charge toutes les dépenses qu'elle encourt aux fins de l'instance, à moins que les parties n'en conviennent autrement.
- 3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 43, les conciliateurs peuvent, s'ils ont décidé à l'unanimité qu'une partie a introduit une instance à des fins vexatoires ou à la légère, mettre à la charge de cette partie une fraction ou la totalité des frais encourus par les autres parties à l'instance. Cette décision sera définitive et obligatoire pour toutes les parties.

Article 44

- 1) Le défaut de comparaître ou de conclure d'une partie, à un moment quelconque de la procédure, ne sera pas réputé reconnaissance des prétentions de l'autre partie. En pareil cas, l'autre partie aura le choix de prier les conciliateurs de clore la procédure ou de statuer sur les questions qui leur ont été soumises et de formuler une recommandation conformément aux dispositions énoncées dans le présent Code.
- 2) Avant de clore la procédure, les conciliateurs accorderont à la partie qui n'a pas comparu ou conclu un délai de grâce ne dépassant pas 10 jours, à moins qu'ils n'aient acquis la certitude que ladite partie n'a pas l'intention de comparaître ou de conclure.
- 3) L'inobservation des délais de procédure prévus dans le présent Code ou fixés par les conciliateurs, en particulier des délais relatifs à la présentation des exposés ou des renseignements, sera réputée défaut de conclure.
- 4) Si l'instance a été close en raison du défaut de l'une des parties de comparaître ou de conclure, les conciliateurs dresseront un procès-verbal constatant ce défaut.

Article 45

- 1) Les conciliateurs suivront les procédures stipulées dans le présent Code.
- 2) Les règles de procédure annexées à la présente Convention seront considérées comme des règles types destinées à guider les conciliateurs. Les conciliateurs pourront d'un commun accord utiliser, compléter ou modifier les règles énoncées dans l'Annexe ou formuler leurs propres règles de procédure, pourvu que ces règles complémentaires, les règles modifiées ou autres règles, ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent Code.
- 3) Les parties, si elles conviennent que ce peut être favorable à un règlement rapide et peu onéreux de l'instance en conciliation, pourront arrêter d'un commun accord des règles de procédure qui ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent Code.

- 4) Les conciliateurs formuleront les recommandations par consensus ou, à défaut, statueront à la majorité.
- 5) L'instance en conciliation prendra fin et la recommandation des conciliateurs sera formulée au plus tard six mois après la date à laquelle les conciliateurs ont été désignés, exception faite des cas visés aux alinéas e), f) et g) du paragraphe 4 de l'article 23, pour lesquels les délais fixés au paragraphe 1 de l'article 14 et au paragraphe 4 de l'article 16 sont valables. Cette période de six mois peut être prolongée par accord entre les parties.

C. Mécanisme institutionnel

Article 46

- 1) Six mois avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et compte tenu des vues exprimées par les Parties contractantes, désignera un Greffier qui pourra être assisté du personnel supplémentaire nécessaire à l'exercice des fonctions énumérées au paragraphe 2 de l'article 46. L'Office des Nations Unies à Genève assurera les services administratifs dont le Greffier et le personnel qui l'assiste auront besoin.
- 2) Le Greffier exercera les fonctions ci-après en consultation, le cas échéant, avec les Parties contractantes :
 - a) tenir à jour la liste des conciliateurs du Tableau international de conciliateurs et informer régulièrement les Parties contractantes de la composition du Tableau;
 - b) communiquer sur leur demande aux parties intéressées le nom et l'adresse des conciliateurs;
 - c) recevoir et garder copie des demandes de conciliation, répliques, recommandations, acceptations ou rejets des recommandations et des motifs invoqués à l'appui;
 - d) fournir sur leur demande et à leurs frais aux organisations de chargeurs, conférences et gouvernements, copie des recommandations et des motifs invoqués pour les rejeter, sous réserve des dispositions de l'article 40;
 - e) rendre disponibles des renseignements de caractère non confidentiel sur les instances en conciliation terminées, et sans attribution aux parties intéressées, aux fins de la préparation de matériaux pour la Conférence de révision mentionnée à l'article 52;
 - f) toutes autres fonctions que l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 26 et les paragraphes 2 et 3 de l'article 30 assignent au Greffier.

CHAPITRE VII : CLAUSES FINALES

Article 47Mise en application

- 1) Chaque Partie contractante adoptera les dispositions législatives ou autres mesures qui peuvent être nécessaires pour la mise en application de la présente Convention.
- 2) Chaque Partie contractante communiquera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui sera le dépositaire, le texte des dispositions législatives ou autres mesures qu'elle a adoptées pour mettre en application la présente Convention.

Article 48Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

- 1) La présente Convention restera ouverte à la signature du 1er juillet 1974 au 30 juin 1975 inclus au Siège de l'Organisation des Nations Unies et restera ensuite ouverte à l'adhésion.
- 2) Tous les Etats ont le droit de devenir Parties contractantes à la présente Convention par :
 - a) signature, sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
 - b) signature, sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
 - c) adhésion.
- 3) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectueront par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

Article 49Entrée en vigueur

- 1) La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle 24 Etats au moins dont le tonnage global représente au moins 25 p. 100 du tonnage mondial seront devenus Parties contractantes à ladite Convention conformément à l'article 48. Aux fins du présent article, le tonnage retenu sera celui qui figure dans le Lloyd's Register of Shipping, Statistical Tables 1973, tableau 2, "World Fleets - Analysis by Principal Types", en ce qui concerne les navires de charge classiques (y compris les bâtiments mixtes) et porte-conteneurs (entièrement cellulaires), à l'exclusion de la flotte de réserve des Etats-Unis d'Amérique et des flottes des Grands Lacs du Canada et des Etats-Unis d'Amérique^{1/}.
- 2) Pour chaque Etat qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère par la suite, la présente Convention entrera en vigueur six mois après le dépôt, par cet Etat, de l'instrument approprié.
- 3) Tout Etat qui devient Partie contractante à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'un amendement est, faute d'avoir exprimé une intention différente, réputé :
 - a) partie à la présente Convention telle qu'elle aura été amendée; et
 - b) partie à la Convention non amendée au regard de toute partie à la présente Convention qui n'est pas liée par l'amendement.

^{1/} Les tonnages requis aux fins du paragraphe 1 de l'article 49 sont indiqués dans l'annexe I du rapport de la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes sur sa deuxième partie (TD/CCDE/10).

Article 50Dénonciation

- 1) La présente Convention pourra être dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes à tout moment après l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur.
- 2) La dénonciation s'effectuera par notification écrite adressée au dépositaire et elle prendra effet un an après la date de réception par le dépositaire ou à l'expiration de toute période plus longue qui serait spécifiée dans l'instrument de dénonciation.

Article 51Amendements

- 1) Toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements à la présente Convention en les communiquant au dépositaire. Le dépositaire transmettra ces amendements aux Parties contractantes, pour acceptation, ainsi que, pour information, aux Etats ayant le droit de devenir Parties contractantes à la présente Convention qui ne sont pas Parties contractantes.
- 2) Chaque amendement proposé qui est transmis conformément au paragraphe 1 de l'article 51 sera réputé accepté si aucune Partie contractante ne communique au dépositaire d'objection à cet amendement dans les 12 mois qui suivent la date de sa transmission par le dépositaire. Si une Partie contractante communique une objection à l'amendement proposé, cet amendement ne sera pas réputé accepté et ne sera pas mis en vigueur.
- 3) Si aucune objection n'a été communiquée, l'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes six mois après l'expiration de la période de 12 mois mentionnée au paragraphe 2 de l'article 51.

Article 52Conférences de révision

- 1) Une Conférence de révision sera convoquée par le dépositaire cinq ans après la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, aux fins de passer en revue le fonctionnement de la Convention, eu égard en particulier à son application et d'examiner et adopter les amendements appropriés.
- 2) Le dépositaire, quatre ans après la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, sollicitera les vues de tous les Etats ayant le droit d'assister à la Conférence de révision et, sur la base des opinions reçues, établira et fera distribuer un projet d'ordre du jour ainsi que les amendements proposés à l'examen de la Conférence.
- 3) D'autres conférences de révision seront de même réunies tous les cinq ans, ou à tout autre moment après la première Conférence de révision, à la demande du tiers des Parties contractantes à la présente Convention, à moins que la première Conférence de révision n'en décide autrement.
- 4) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 52, si la présente Convention n'est pas entrée en vigueur dans les cinq années qui suivront la date d'adoption de l'Acte final de la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes, une Conférence de révision sera, à la demande d'un tiers des Etats ayant le droit de devenir Parties contractantes à la présente Convention, convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, aux fins de passer en revue les dispositions de la Convention et de son annexe et d'examiner et adopter les amendements appropriés.

Article 53Fonctions du dépositaire

- 1) Le dépositaire notifiera aux Etats signataires et adhérents :
 - a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions conformément à l'article 48;
 - b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 49;
 - c) les dénonciations de la présente Convention conformément à l'article 50;
 - d) les réserves à la présente Convention et le retrait de réserves;
 - e) le texte des dispositions législatives ou autres mesures que chaque Partie contractante a adoptées pour mettre la présente Convention en application conformément à l'article 47;
 - f) les amendements proposés et les objections aux amendements proposés conformément à l'article 51; et
 - g) l'entrée en vigueur des amendements conformément au paragraphe 3 de l'article 51..
- 2) Le dépositaire prendra aussi les dispositions qui seront nécessaires en application de l'article 52.

Article 54Textes faisant foi - dépôt

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement, ont signé la présente Convention, à la date qui figure en regard de leur signature.

ANNEXE DE LA CONVENTION RELATIVE A UN CODE DE CONDUITE
DES CONFERENCES MARITIMESRègles de procédure type pour la conciliation
obligatoire internationaleRègle 1

- 1) Toute partie qui veut introduire une instance en conciliation conformément au Code adressera à l'autre partie, avec copie au Greffier, une demande à cet effet accompagnée d'un mémoire introductif d'instance.
- 2) Le mémoire introductif devra :
 - a) désigner exactement chaque partie au différend et son adresse;
 - b) contenir un bref exposé des faits pertinents, des questions en litige et de la proposition du demandeur en vue du règlement du différend;
 - c) préciser si une procédure orale est souhaitée et, dans l'affirmative, indiquer, dans la mesure où ils sont connus à ce moment, les nom et adresse des personnes appelées à témoigner, y compris les experts, en faveur du demandeur;
 - d) être accompagné de la documentation à l'appui, y compris les accords et arrangements pertinents conclus entre les parties, dans la mesure où le demandeur l'estime nécessaire au moment du dépôt du mémoire;
 - e) indiquer le nombre de conciliateurs requis, toute proposition relative à la désignation des conciliateurs ou le nom du conciliateur désigné par le demandeur conformément au paragraphe 2 de l'article 32; et
 - f) contenir, le cas échéant, des propositions quant aux règles de procédure.
- 3) Le mémoire sera daté; il sera signé par la partie.

Règle 2

- 1) S'il décide de répondre au mémoire, le défendeur devra, dans les 30 jours qui suivent la date de la réception par lui du mémoire introductif, adresser à l'autre partie, avec copie au Greffier, une réplique.
- 2) La réplique devra :
 - a) contenir un bref exposé des faits pertinents opposés aux affirmations du mémoire, la proposition éventuelle du défendeur pour le règlement du différend et la réparation demandée par lui, le cas échéant, en vue du règlement du différend;
 - b) préciser si une procédure orale est souhaitée et, dans l'affirmative, indiquer, dans la mesure où ils sont connus à ce moment, les nom et adresse des personnes appelées à témoigner, y compris les experts, en faveur du défendeur;
 - c) être accompagné de la documentation à l'appui, y compris les accords et arrangements pertinents conclus entre les parties, dans la mesure où le défendeur l'estime nécessaire au moment de l'envoi de la réplique;
 - d) indiquer le nombre de conciliateurs requis, toute proposition relative à la désignation des conciliateurs ou le nom du conciliateur désigné par le défendeur conformément au paragraphe 2 de l'article 32; et
 - e) contenir, le cas échéant, des propositions quant aux règles de procédure.
- 3) La réplique sera datée; elle sera signée par la partie.

Règle 3

- 1) Toute personne physique ou morale intéressée qui souhaite se joindre à une instance en conciliation en application de l'article 34 adressera aux parties au différend une demande écrite, avec copie au Greffier.

- 2) Si la jonction est souhaitée en application de l'alinéa a) de l'article 34, la demande exposera les motifs à l'appui et contiendra les renseignements requis aux termes des alinéas a), b) et d) du paragraphe 2 de la règle 1.
- 3) Si la jonction est souhaitée en application de l'alinéa b) de l'article 34, la demande exposera les motifs à l'appui et indiquera laquelle des parties initiales au différend sera soutenue.
- 4) Toute opposition à cette demande de jonction sera notifiée par la partie qui s'y oppose, avec copie à l'autre partie, dans les sept jours de la réception de la demande.
- 5) Si deux ou plusieurs instances sont jointes, les demandes ultérieures en tierce intervention seront adressées à toutes les parties intéressées, et chacune d'elles pourra s'y opposer conformément à la présente règle.

Règle 4

Par accord entre les parties à un différend, à la demande de l'une ou l'autre des parties et après avoir donné aux parties l'occasion d'être entendues, les conciliateurs peuvent ordonner la jonction ou la disjonction de toutes les instances alors pendantes entre les mêmes parties ou de certaines d'entre elles.

Règle 5

- 1) Chacune des parties peut récuser un conciliateur si des circonstances suscitent des doutes justifiables quant à son indépendance.
- 2) Il doit être donné avis de la récusation, y compris des motifs invoqués, avant la date de la clôture de l'instance, avant que les conciliateurs aient rendu leur recommandation. Cette récusation sera instruite sans délai et tranchée en tout premier lieu par les conciliateurs à la majorité des voix, en tant qu'exception préliminaire, quand il a été désigné plus d'un conciliateur. La décision rendue en pareil cas est définitive.

- 3) Un conciliateur qui vient à décéder, démissionne, est frappé d'incapacité ou récusé, sera remplacé sans délai.
- 4) Une instance interrompue comme il vient d'être dit sera reprise au point où elle avait été interrompue, à moins que les parties ne conviennent ou que les conciliateurs n'ordonnent de réexaminer ou de réentendre toute déposition orale.

Règle 6

Les conciliateurs sont juges de leur juridiction et/ou compétence dans le cadre des dispositions du Code.

Règle 7

- 1) Les conciliateurs admettront et examineront tous mémoires écrits, pièces, affirmations sous serment et publications et tous autres éléments de preuve, même oraux, qui leur seraient soumis par l'une quelconque des parties ou en son nom, et leur reconnaîtront la valeur probante qu'ils estimeront devoir leur attribuer.
- 2)
 - a) Chacune des parties peut soumettre au conciliateur tous éléments qu'elle juge pertinents; en même temps, elle en remettra des copies certifiées conformes à toutes autres parties à l'instance, qui disposeront d'un délai raisonnable de réplique.
 - b) Les conciliateurs seront seuls juges de la pertinence et de l'importance des éléments de preuve qui leur seront soumis par les parties.
 - c) Les conciliateurs pourront demander aux parties de produire tous éléments complémentaires de preuve qu'ils estimeront nécessaires à la compréhension et à l'appréciation du différend, étant entendu que, si de tels éléments complémentaires de preuve sont produits, les autres parties à l'instance auront une possibilité raisonnable de présenter leurs observations à ce sujet.

Règle 8

- 1) Quand un délai pour l'accomplissement d'un acte est prévu dans le Code ou dans les présentes règles, le jour à partir duquel le délai commence à courir n'est pas compté, mais le dernier jour du délai est compté, à moins qu'il ne tombe un samedi, un dimanche ou un jour qui est férié à l'endroit où a lieu la conciliation, auquel cas le dernier jour en question est le prochain jour ouvrable.
- 2) Quand le délai est inférieur à sept jours, les samedis, dimanches et jours fériés qui tomberont pendant ce délai ne sont pas compris dans le calcul.

Règle 9

Sous réserve des dispositions relatives aux délais de procédure fixés dans le Code, les conciliateurs pourront, à la requête de l'une des parties ou en application d'un accord intervenu entre elles, proroger tout délai qu'ils auront fixé.

Règle 10

- 1) Les conciliateurs régleront l'ordonnance de l'instance et, à moins qu'il n'en soit convenu autrement, fixeront la date et l'heure de chaque séance.
- 2) A moins que les parties n'en conviennent autrement, les débats auront lieu à huis clos.
- 3) Avant de prononcer la clôture de l'instance, les conciliateurs demanderont expressément à toutes les parties si elles ont d'autres éléments de preuve à produire, et il en sera pris acte dans le procès-verbal.

Règle 11

Les recommandations des conciliateurs seront faites par écrit et contiendront :

- a) la désignation et l'adresse exactes de chaque partie;
- b) l'énoncé de la méthode suivie pour désigner les conciliateurs, avec leur nom;
- c) la date ou les dates et le lieu de la procédure de conciliation;
- d) un résumé de la procédure de conciliation, comme les conciliateurs l'estimeront approprié;
- e) un exposé succinct des faits retenus par les conciliateurs;
- f) un résumé des conclusions présentées par les parties;
- g) les décisions rendues sur les questions en litige, avec l'exposé des motifs;
- h) la signature des conciliateurs et la date de chaque signature;
- i) une adresse aux fins de la communication de l'acceptation ou du rejet de la recommandation.

Règle 12

La recommandation renfermera, autant que possible, une décision relative aux dépens, conformément aux dispositions du Code. Si la recommandation ne comporte pas de décision complète quant aux dépens, les conciliateurs devront, le plus tôt possible après la date de la recommandation et, en tout cas, au plus tard dans les 60 jours qui suivront cette date, rendre par écrit une décision relative aux dépens comme il est prévu dans le Code.

Règle 13

Les recommandations des conciliateurs tiendront aussi compte des cas antérieurs analogues, chaque fois que cela faciliterait une application plus uniforme du Code et le respect des recommandations des conciliateurs.

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES DES NATIONS UNIES SUR UN CODE DE CONDUITE DES CONFERENCES MARITIMES, TENUE A L'OFFICE DES NATIONS UNIES, A GENEVE, DU 12 NOVEMBRE AU 15 DECEMBRE 1973 ET DU 11 MARS AU 6 AVRIL 1974

FAIT A GENEVE, LE 6 AVRIL 1974

1. L'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 3035 (XXVII), du 19 décembre 1972, a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de convoquer le plus tôt possible en 1973, sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, une conférence de plénipotentiaires afin d'examiner et d'adopter une convention ou autre instrument multilatéral ayant force obligatoire, relatif à un code de conduite des conférences maritimes.
2. La Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes s'est réunie à l'Office des Nations Unies, à Genève. La première partie de la Conférence a eu lieu du 12 novembre au 15 décembre 1973, et la deuxième partie, du 11 mars au 6 avril 1974.
3. Ont participé aux deux parties de la Conférence les Gouvernements des 79 Etats ci-après membres de la CNUCED :

Algérie	Danemark
Allemagne, République fédérale d'	Egypte
Arabie Saoudite	El Salvador
Argentine	Emirats arabes unis
Australie	Equateur
Bangladesh	Espagne
Belgique	Etats-Unis d'Amérique
Bolivie	Finlande
Brsil	France
Bulgarie	Gabon
Burundi	Ghana
Canada	Grèce
Chili	Guatemala
Chine	Honduras
Colombie	Hongrie
Côte d'Ivoire	Inde
Cuba	Indonésie

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Irak	République du Viet-Nam
Italie	République khmère
Jamaïque	République socialiste soviétique d'Ukraine
Japon	Roumanie
Libéria	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Madagascar	Sénégal
Malaisie	Singapour
Maroc	Soudan
Mexique	Sri Lanka
Nicaragua	Suède
Nigeria	Suisse
Norvège	Tchécoslovaquie
Nouvelle-Zélande	Thaïlande
Pakistan	Trinité-et-Tobago
Panama	Tunisie
Pays-Bas	Turquie
Pérou	Union des Républiques socialistes soviétique
Philippines	Uruguay
Pologne	Venezuela
République arabe libyenne	Yémen démocratique
République arabe syrienne	Yougoslavie
République de Corée	Zaire
République démocratique allemande	

4. Les Gouvernements des 4 Etats ci-après membres de la CNUCEI n'ont participé qu'à la première partie de la Conférence :

Afghanistan
Costa Rica
Ethiopie
Ouganda

5. Les Gouvernements des 9 Etats ci-après membres de la CNUCED n'ont participé qu'à la deuxième partie de la Conférence :

Bhoutan	Koweït
Guinée	République-Unie de Tanzanie
Guyane	République-Unie du Cameroun
Iran	Tchad
Kenya	

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Le Gouvernement de l'Etat ci-après membre de la CNUCED était représenté par un observateur aux deux parties de la Conférence :

Autriche

7. Les Gouvernements des Etats ci-après membres de la CNUCED ont été représentés par des observateurs à la première partie seulement de la Conférence :

Iran

Koweït

8. La Commission économique pour l'Afrique était représentée à la première partie de la Conférence.

9. Un représentant de l'institution spécialisée ci-après a participé aux deux parties de la Conférence :

Fonds monétaire international

10. Un représentant de l'institution spécialisée ci-après n'a participé qu'à la première partie de la Conférence :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

11. Les organismes intergouvernementaux ci-après ont participé aux deux parties de la Conférence en qualité d'observateurs :

Communauté de l'Afrique orientale

Communauté économique européenne

Organisation de coopération et de développement économiques

Organisation de l'Unité africaine

Organisation des Etats américains

Secrétariat du Commonwealth

12. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs aux deux parties de la Conférence :

Association du transport aérien international

Association internationale des armateurs

Chambre de commerce internationale

Conseil des associations nationales d'armateurs d'Europe et du Japon

Conférence maritime internationale et baltique

Conseils nationaux de chargeurs maritimes d'Europe - en plénière

Fédération internationale des associations de transitaires

13. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs à la deuxième partie seulement de la Conférence :

Association de coordination de la manipulation des chargements

Association internationale des ports

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

14. La Conférence, à sa première partie, a élu Président M. C.P. Srivastava (Inde). M. Srivastava étant devenu Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime le 1er janvier 1974, la Conférence, à sa deuxième partie, a décidé qu'il continuerait à présider, en qualité de Président indépendant de la Conférence.

15. La Conférence, à sa première partie, a élu les Vice-Présidents ci-après :

- M. I. Averin (URSS)
- M. B.O. Awokoya (Nigéria)
- M. G. Breuer (République fédérale d'Allemagne)
- M. P. Laza (Chili)
- M. J. de Groot (Pays-Bas)
- M. S. Kengukuswa né Nlaza (Zaïre)
- M. G. Negash (Ethiopie)
- M. R.J. Polaschek (Nouvelle-Zélande)
- M. H. Reed (Norvège)
- M. R.E. Reynolds (Canada)
- M. J. Rázička (Tchécoslovaquie)
- M. H. Shammuganathan (Sri Lanka)
- M. H. Umar (Indonésie)
- M. H.S. Walker (Jamaïque)

16. La Conférence, à sa deuxième partie, a élu M. K.H. McQueen (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) pour remplacer M. H. Reed (Norvège) qui n'assistait pas à la deuxième partie.

17. La Conférence a élu Rapporteur M. B.J. Antoun (Etats-Unis d'Amérique).

18. La Conférence a constitué les commissions et comités suivants :

Bureau de la Conférence

Président : Le Président de la Conférence

Membres : Le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur de la Conférence ainsi que les Présidents des grands Comités.

Premier grand Comité

Président : M. D. Popov (Bulgarie)

Vice-Président/Rapporteur : M. H. Ben Salem (Tunisie)

Deuxième grand Comité

Président : M. Y.K. Quartey (Ghana)

Vice-Président/Rapporteur : M. T. Tscherning (Suède)

Troisième grand Comité

Président : M. F. Castillo Nájera (Mexique)

Vice-Président/Rapporteur : M. M. Husain (Pakistan)

Commission de vérification des pouvoirs

Président : M. E. Brun (Uruguay)

Membres : Chine, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Japon,
Nicaragua, République-Unie de Tanzanie,
Sénégal, Union des Républiques
socialistes soviétiques, Uruguay

19. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était représenté par le Secrétaire général de la CEJCED, M. M. Pérez-Guerrero. Le Directeur de la Division des invisibles du secrétariat de la CNUCED, M. W.R. Malinowski, a exercé les fonctions de Directeur chargé de la Conférence, et le Secrétaire du Conseil du commerce et du développement, M. M.T. Adenaro, a exercé les fonctions de Secrétaire de la Conférence.

20. La Conférence disposait, pour base de ses travaux, des rapports établis par le Comité préparatoire de la Conférence sur ses première et deuxième sessions (TD/CODE/1 et TD/CODE/2 et Corr.1 à 3). A sa deuxième partie, la Conférence disposait en outre de son rapport sur sa première partie (TD/CODE/7).

21. La Conférence était également saisie de trois notes rédigées par le secrétariat de la CEJCED : "Glossaire de termes utilisés dans le projet de code de conduite des conférences maritimes" (TD/CODE/L.2); "Glossaire de termes utilisés dans le texte proposé de code de conduite des conférences maritimes" (TD/CODE/L.3) et "Dispositions transitoires relatives au Code : clauses finales" (TD/CODE/L.4). A sa deuxième partie la Conférence disposait aussi d'un document du secrétariat de la CNUCED intitulé "Textes proposés pour un code de conduite des conférences maritimes, avec les modifications suggérées par le secrétariat de la CNUCED" (TD/CODE/L.15 et Add.1).

22. Sur la base de ses délibérations, telles qu'elles sont résumées dans les rapports de la Conférence sur sa première et sa deuxième partie (TD/CODE/7 et TD/CODE/10), la Conférence a décidé d'ouvrir à la signature la Convention relative à un Code de conduite des conférences maritimes, annexé au présent Acte final (annexe I).

23. Les résolutions adoptées pour la Conférence sont reproduites dans l'annexe II.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés ont signé le présent Acte final au nom de leur Etat^{*/}.

FAIT à Genève, le six avril mil neuf cent soixante-quatorze, en un seul exemplaire en langue anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. L'original de l'Acte final sera déposé dans les archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président de la Conférence :
C.P. Srivastava

Le Directeur chargé de la Conférence :
W.R. Malinowski

Le Secrétaire de la Conférence :
M.T. Adebajo

^{*/} Les Etats dont les représentants ont signé l'Acte final sont les suivants : Algérie; Allemagne, République fédérale d'; Argentine; Australie; Bangladesh; Belgique; Bhoutan; Bolivie; Brésil; Bulgarie; Burundi; Canada; Chili; Chine; Colombie; Côte d'Ivoire; Cuba; Danemark; Egypte; Emirats arabes unis; Equateur; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Finlande; France; Gabon; Ghana; Grèce; Guatemala; Guinée; Honduras; Hongrie; Inde; Indonésie; Irak; Iran; Italie; Jamaïque; Japon; Kenya; Koweït; Libéria; Madagascar; Malaisie; Maroc; Mexique; Nicaragua; Nigéria; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Panama; Pays-Bas; Pérou; Philippines; Pologne; République arabe libyenne; République de Corée; République démocratique allemande; République du Viet-Nam; République khmère; République socialiste soviétique d'Ukraine; République-Unie de Tanzanie; République-Unie du Cameroun; Roumanie; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; Sénégal; Singapour; Soudan; Sri Lanka; Suède; Suisse; Tchécoslovaquie; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Tunisie; Turquie; Union des Républiques socialistes soviétiques; Uruguay; Venezuela; Yémen démocratique; Yougoslavie; Zaïre.

RESOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE

1. Achèvement des travaux de la Conférence

[Pour le texte de cette résolution, que la Conférence a adoptée à sa 6ème séance plénière, le 15 décembre 1973, au moment de l'ajournement, voir l'annexe I du rapport de la Conférence sur sa première partie (TD/CODE/7)]

2. Compagnies hors conférence

La Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes,

Avant établi la Convention relative à un Code de conduite des conférences maritimes dans le dessein d'améliorer le système des conférences maritimes,

Notant que la Convention est applicable aux conférences maritimes et à leurs relations externes,

Décide ce qui suit :

1. Aucune disposition de ladite Convention ne sera interprétée comme déniaut aux chargeurs le droit de choisir entre les conférences maritimes membres d'une conférence et les compagnies maritimes hors conférence, sous réserve des accords de fidélité existants;

2. Les compagnies maritimes hors conférence qui se trouvent en conférence avec une conférence devraient respecter le principe de la concurrence loyale sur une base commerciale;

3. Dans l'intérêt d'un développement harmonieux des services de transports maritimes, les compagnies hors conférence ne devraient pas être empêchées de fonctionner pour autant qu'elles se conforment aux prescriptions du paragraphe 2 ci-dessus.

9ème séance plénière
6 avril 1974

3. Conciliation locale

La Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes,

Tenant compte de l'importance des dispositions relatives aux consultations et des procédures de règlement des différends prévues dans la Convention relative à un Code de conduite des conférences maritimes,

Notant que des propositions ont été formulées tendant à prévoir dans le Code que certains différends seront soumis à la conciliation locale,

1. Invite la première Conférence de révision qui sera convoquée conformément à l'article 52 de la Convention à donner priorité à la question de la conciliation locale, en tenant compte des vues exprimées par les Parties contractantes à la Convention sur le point de savoir si l'absence de conciliation locale a ou n'a pas entravé le règlement efficace des différends et, dans l'affirmative, quelles questions devraient être considérées comme se prêtant à la conciliation locale et quelles procédures devraient être appliquées en vue de régler ces différends;

2. Convient que, en préparant la Conférence de révision, le dépositaire s'informe des vues de tous les Etats ayant le droit de participer à ladite Conférence, qui devrait être tenue de prendre en considération les opinions émises par les autorités compétentes, les conférences maritimes et les organisations de chargeurs.

9ème séance plénière
6 avril 1974

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE PER UN CODICE DI CONDOTTA DELLE
CONFERENZE MARITTIME DI LINEA

Obiettivi e Principi

Le Parti contraenti della presente Convenzione;

Desiderando migliorare il sistema delle conferenze marittime di linea;

Riconoscendo la necessità di un Codice di condotta per le Conferenze marittime di linea che sia universalmente accettabile;

Prendendo in considerazione le speciali esigenze e i problemi dei Paesi in via di sviluppo con riguardo alle attività delle Conferenze marittime di linea che servono il loro commercio con l'estero;

Concordando di riflettere nel Codice i seguenti obiettivi fondamentali e principi basilari:

a) l'obiettivo di facilitare l'ordinata espansione del commercio marittimo mondiale;

b) l'obiettivo di stimolare lo sviluppo di regolari ed efficienti servizi di linea adeguati alle esigenze dei traffici interessati;

c) l'obiettivo di assicurare un equilibrio di interessi tra fornitori ed utenti dei servizi di linea;

d) il principio che le pratiche conferenziali non si risolvano in discriminazioni di qualsiasi genere nei riguardi degli armatori, dei caricatori o del commercio estero di qualsiasi paese;

e) il principio che le Conferenze assicurino sostanziali consultazioni con le organizzazioni dei caricatori, con i rappresentanti dei caricatori e con i singoli caricatori sulle materie di comune interesse, con la partecipazione, a richiesta, delle competenti autorità;

f) il principio che le Conferenze mettano a disposizione delle parti interessate, informazioni pertinenti sulle loro attività concernenti tali parti e rendano pubbliche significative informazioni sulle loro attività;

hanno convenuto quanto segue;

P A R T E P R I M A

Cap. I

Definizioni

Conferenza marittima di linea o Conferenza: qualsiasi gruppo di due o più vettori gestori di navi, che fornisce servizi di linea internazionali per il trasporto di merci su una o più rotte entro determinati limiti geografici, in base ad accordi o intese di qualunque natura nell'ambito dei quali essi operano applicando tassi di nolo uniformi o comuni e ogni altra condizione concordata per la fornitura di detti servizi di linea;

Compagnia di navigazione nazionale: una compagnia di navigazione di linea di un dato Paese è un vettore che gestisce navi avente i propri uffici principali di amministrazione e l'effettivo controllo di quel Paese ed è riconosciuta tale dalle autorità competenti e dalla legislazione di detto Paese.

Le compagnie appartenenti o gestite da un'impresa associata (joint venture) interessante almeno due Paesi il cui capitale sociale è detenuto per una parte sostanziale da interessi nazionali, pubblici e/o privati, e la cui sede principale dell'amministrazione e il cui effettivo controllo si trovino in uno di tali Paesi, possono essere riconosciute come compagnie nazionali dalle autorità competenti di tali Paesi.

Compagnia di navigazione di Paese terzo: vettore che gestisce linee tra due Paesi dei quali non sia compagnia di navigazione nazionale.

Caricatore: persona fisica o giuridica che ha stipulato o mostra l'intenzione di stipulare un contratto o un altro accordo con una Conferenza o con una compagnia di navigazione di linea, per il trasporto di merci su cui essa ha un interesse diretto;

Organizzazione dei caricatori: associazione o organizzazione equivalente che promuove, rappresenta e protegge gli interessi dei caricatori ed ottiene l'eventuale riconoscimento prescritto dalle competenti autorità - se queste lo desiderano - del Paese di cui rappresenta i caricatori;

Merci trasportate dalla Conferenza: merci trasportate dalle compagnie di linea membri di una Conferenza ai termini dello accordo costitutivo della conferenza stessa;

Autorità competente: Governo o ente designato dal Governo o dalla legislazione nazionale per esercitare qualsiasi funzione attribuita a tale autorità dalle norme del presente Codice;

Tassi di nolo promozionali: tassi di nolo introdotti per promuovere il trasporto di esportazioni non tradizionali del paese interessato;

Tassi di nolo speciali: tassi di nolo preferenziali diversi dai tassi di nolo promozionali, che possono essere negoziati tra le parti interessate.

Cap. II

RELAZIONI TRA LE COMPAGNIE MEMBRI DI UNA CONFERENZA

Art. 1 - Ammissione alla conferenza.

1) Ogni compagnia di navigazione nazionale ha il diritto di diventare membro effettivo di una conferenza che serve il commercio con l'estero del suo Paese, nel rispetto dei criteri del paragrafo 2) del presente articolo. Le compagnie di navigazione non nazionali operanti su una delle rotte della Conferenza avranno il diritto di diventare membri effettivi di tale Conferenza, nel rispetto dei criteri enunciati nei par. 2) e 3) del presente arti-

colo e le norme riguardanti la partecipazione al traffico di cui all'art.2 per quanto concerne le compagnie di navigazione di paesi terzi.

2) Una compagnia di navigazione che richieda l'ammissione a una Conferenza deve provare di essere in grado e di avere l'intenzione di assicurare, eventualmente ricorrendo all'impiego di tonnellaggio noleggiato, purchè siano rispettati i criteri del presente paragrafo, un regolare, adeguato ed efficiente servizio per un lungo periodo, nei termini stabiliti nell'accordo della Conferenza e nella sfera d'azione di queste; deve impegnarsi a rispettare tutti i termini e le condizioni dell'accordo di Conferenza e depositare una cauzione finanziaria per coprire qualsiasi obbligo finanziario insoluto nel caso di un successivo ritiro, sospensione o espulsione, se così richiesto dall'accordo di Conferenza.

3) Nel prendere in esame le richieste di ammissione di una compagnia di navigazione non nazionale su una rotta della Conferenza interessata, in aggiunta alle disposizioni del paragrafo 2) del presente articolo, occorre prendere in considerazione, oltre alle disposizioni del paragrafo 1) del presente articolo, i seguenti criteri:

a) il volume effettivo del traffico sulla rotta o sulle rotte servite dalla Conferenza e le prospettive di un suo incremento;

b) il rapporto tra la disponibilità dello spazio di stiva e il volume di traffico effettivo e prevedibile sulla rotta o sulle rotte servite dalla Conferenza;

c) il probabile effetto dell'ammissione della compagnia di navigazione alla Conferenza sull'efficienza e la qualità dei servizi forniti dalla Conferenza;

d) l'attuale partecipazione della compagnia di navigazione al traffico sulla stessa o sulle stesse rotte al di fuori dell'ambito della Conferenza;

e) l'attuale partecipazione della compagnia di navigazione al traffico sulla stessa o sulle stesse rotte nell'ambito di un'altra Conferenza.

I suddetti criteri saranno applicati in modo da non pregiudicare l'operatività delle disposizioni riguardanti la partecipazione al traffico stabilite dall'articolo 2.

4) Una Conferenza decide prontamente sulle domande di ammissione o riammissione e comunica la sua decisione alla compagnia richiedente sollecitamente e, al massimo, entro sei mesi dalla data della domanda.

Nel caso di rifiuto dell'ammissione o della riammissione, la Conferenza dà contemporaneamente per iscritto le motivazioni del rifiuto.

5) Nell'esaminare una domanda di ammissione, la Conferenza tiene conto dei pareri espressi dai caricatori dei Paesi i cui traffici sono serviti dalla Conferenza, nonché dei pareri espressi dalle autorità competenti dei Paesi stessi, se queste lo richiedono.

6) In aggiunta ai criteri per l'ammissione fissati nel paragrafo 2) del presente articolo, una compagnia di navigazione che richieda la riammissione fornisce anche la prova di avere ottemperato ai suoi obblighi a norma dell'art.4 (1) e (4). La Conferenza può procedere ad una minuziosa inchiesta sulle circostanze che portarono la compagnia a lasciare la Conferenza.

Art. 2 - Partecipazione al traffico.

1) Una compagnia di navigazione ammessa ad una Conferenza avrà diritto di effettuare partenze e carichi nei traffici coperti da tale Conferenza.

2) Quando una Conferenza esercita un pool, tutte le compagnie

di navigazione associate che servono il traffico del pool avranno diritto a parteciparvi.

3) Allo scopo di determinare le quote di traffico alle quali le compagnie associate hanno diritto, le compagnie di navigazione nazionali appartenenti ad uno Stato saranno considerate come un unico gruppo, indipendentemente dal loro numero.

4) Nella determinazione della quota di traffico nell'ambito di un pool di compagnie e/o di gruppi di compagnie di navigazione nazionali, ai termini del paragrafo 2) del presente articolo, si osserveranno i principi qui di seguito convenuti riguardanti i loro diritti di partecipazione al traffico espletato dalla Conferenza, salvo che non sia convenuto diversamente.

a) Ciascun gruppo di compagnie di navigazione nazionali di due Paesi il cui interscambio è assicurato dai servizi di trasporto forniti dalla Conferenza ha eguale diritto di partecipare agli introiti per noli ed al volume dei carichi che sono oggetto dei loro reciproci scambi e che sono trasportati dalla Conferenza;

b) le Compagnie di navigazione di Paesi terzi, se ve ne sono, hanno il diritto di acquisire una parte consistente, quale il 20 per cento, dei noli e del volume di traffico prodotto da quegli scambi.

5) Se, in uno qualsiasi dei Paesi il cui traffico è servito dalla Conferenza, non vi sono compagnie di navigazione nazionali partecipanti a tale traffico, la parte del traffico cui avrebbero diritto le compagnie di navigazione nazionali di quel paese, in base al paragrafo 4) del presente articolo, sarà distribuita tra le varie compagnie partecipanti al traffico, in proporzione alle loro quote rispettive.

6) Se le compagnie di navigazione nazionali di un paese decidono di non trasportare completamente la loro quota di traf-

fico, la porzione della loro quota di traffico non utilizzata sarà distribuita tra le singole compagnie partecipanti al traffico in proporzione delle loro rispettive quote.

7) Se le compagnie di navigazione nazionali dei paesi interessati non partecipano al traffico tra questi paesi coperti da una Conferenza le quote di traffico trasportate dalla Conferenza tra questi paesi saranno assegnate alle compagnie associate di paesi terzi a mezzo di negoziati commerciali tra le compagnie stesse.

8) Le compagnie di navigazione nazionali di una regione, membri di una Conferenza, posti ai capolinea di un traffico coperto dalla Conferenza, possono ridistribuire tra loro stesse di comune accordo le quote attribuite ad esse, ai sensi dei paragrafi da 4) a 7) incluso del presente articolo.

9) Salva l'osservanza delle disposizioni dei paragrafi dal 4) all'8) incluso del presente articolo riguardanti le quote di traffico attribuite a compagnie o a gruppi di compagnie di navigazione gli accordi di pool o di partecipazione al traffico saranno riveduti periodicamente dalla Conferenza a intervalli da fissare negli accordi e in armonia con i criteri da specificare nell'accordo di Conferenza.

10) L'applicazione del presente articolo comincerà il più presto possibile dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione e sarà completata alla scadenza di un periodo di transizione che in nessun caso potrà superare i due anni, tenendo presente la specifica situazione in ciascuno dei traffici interessati.

11) Le compagnie di navigazione associate ad una Conferenza hanno il diritto di utilizzare navi noleggiate per adempiere i loro obblighi conferenziali.

12) I criteri per la ripartizione e la revisione delle quote fissate nei paragrafi da 1) a 11) incluso del presente articolo, sono applicati quando, in assenza di un pool, esiste un accordo relativo all'approdo, alle partenze e/o a qualsiasi altra forma di ripartizione del traffico.

13) Quando in una Conferenza non esistono accordi di pool, di approdi, di partenze o altri accordi di partecipazione al traffico, qualsiasi gruppo di compagnie di navigazione nazionali associate alla Conferenza può richiedere che siano conclusi accordi di pool concernenti traffici tra i loro paesi regolati dalla Conferenza, in conformità con le disposizioni del paragrafo 4) del presente articolo, o alternativamente che le partenze siano regolate in maniera tale da offrire a tali compagnie la possibilità di godere sostanzialmente degli stessi diritti a partecipare al traffico tra quei due paesi serviti dalla Conferenza come ne avrebbero beneficiato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 4) del presente articolo. Qualsiasi richiesta in tal senso sarà considerata e decisa dalla Conferenza. Se non si conclude alcun accordo per istituire un pool o per disciplinare le partenze fra i membri della Conferenza, i gruppi delle compagnie di navigazione nazionali dei paesi posti alle due estremità del traffico disporranno della maggioranza dei voti nella decisione di istituire un tale pool o disciplinare le partenze. La questione sarà decisa entro i sei mesi dal ricevimento della richiesta.

14) In caso di disaccordo tra le compagnie di navigazione nazionali dei paesi posti alle due estremità del traffico servite dalla Conferenza sulla opportunità o meno che il pool sia instaurato, esse possono richiedere che nell'ambito della Conferenza le partenze siano regolate in modo da consentire alle suddette compagnie di fruire sostanzialmente dei medesimi diritti di partecipazione ai traffici fra questi due paesi serviti dalla Conferenza nella stessa misura in cui ne avrebbero fruito in base alle disposizioni del paragrafo 4)

del presente articolo. Nel caso che non vi siano compagnie nazionali di linea in uno dei paesi i cui traffici sono serviti dalla Conferenza, le compagnie di navigazione nazionali dell'altro paese possono fare la stessa richiesta. La Conferenza si adopererà in tutti i modi per soddisfare tale richiesta. Se tuttavia questa richiesta non è soddisfatta, le autorità competenti dei due paesi capolinea possono esaminare la questione, se lo desiderano, e far conoscere alle parti interessate i loro punti di vista per loro considerazione. Se non è raggiunto alcun accordo, la controversia sarà risolta secondo le procedure stabilite in questo Codice.

15) Altre compagnie di navigazione, membri della Conferenza, possono anche richiedere che siano instaurati accordi di pool o di partenze, e la richiesta sarà considerata dalla Conferenza in armonia con le pertinenti disposizioni di questo Codice.

16) Una Conferenza provvederà ad adottare, in ogni accordo di pool, appropriate misure per far fronte ai casi in cui un carica sia stato lasciato a terra da una compagnia associata per qualsiasi ragione, eccetto che per tardiva presentazione da parte del caricatore. Un accordi di detto tipo deve prevedere che una nave con spazio non prenotato capace di essere utilizzato, sia legittimata a caricare le merci anche in eccedenza rispetto alla quota di pool spettante alla compagnia nel traffico in questione, nel caso che, diversamente, il carico venisse lasciato a terra o ritardato oltre un limite stabilito dalla Conferenza.

17) Le disposizioni dei paragrafi da 1) a 16) incluso del presente articolo riguardano tutte le merci senza distinzione circa la loro origine, la loro destinazione o l'uso cui sono destinate, ad eccezione dei materiali militari trasportati per scopi di difesa nazionale.

Art. 3 - Procedure decisionali.

Le procedure decisionali stabilite in un accordo di Conferenza debbono essere basata sul principio dell'eguaglianza di tutti i membri effettivi. Tali procedure dovranno assicurare che le norme di votazione non intralcino il buon funzionamento della Conferenza e lo svolgimento del traffico, stabilendo le questioni sulle quali le decisioni saranno prese all'unanimità. Tuttavia nessuna decisione potrà essere presa nei confronti di questioni definite in un accordo di Conferenza relativo al traffico tra due paesi senza il consenso delle compagnie di navigazione nazionale di quei due paesi.

Art. 4 - Sanzioni.

1) Una compagnia di navigazione associata ad una Conferenza ha il diritto, subordinatamente alle disposizioni riguardanti il recesso di cui agli accordi di pool e/o di partecipazione al traffico, di ritirarsi dalla Conferenza senza penalità dopo averne dato un preavviso di tre mesi e meno che l'accordo di conferenza non preveda un diverso periodo di tempo, ma essa è tenuta ad osservare i suoi obblighi quale membro della Conferenza fino alla data del suo recesso.

2) Una Conferenza può, mediante preavviso la cui durata è specificata nell'accordo di Conferenza, sospendere o espellere un membro in caso di grave infrazione ai termini ed alle condizioni dell'accordo stesso.

3) Nessuna espulsione o sospensione diventerà effettiva sino a quando non siano state precisate per iscritto le ragioni che l'hanno resa necessaria, e qualsiasi controversia non sia stata composta a norma del capitolo VI.

4) In caso di ritiro o di espulsione, la compagnia di navigazione interessata è tenuta a pagare la sua parte di obblighi finanziari conferenziali pendenti fino alla data del ritiro o dell'espulsione. La compagnia non sarà liberata dai propri ob-

blighi finanziari derivanti dall'accordo di Conferenza nè da qualsiasi obbligo verso i caricatori.

Art. 5 - Discipline interna.

1) Le Conferenze devono adottare e tenere aggiornate una lista indicativa che dovrà essere la più completa possibile di tutte le pratiche ritenute irregolari e/o delle infrazioni dell'accordo di Conferenza e devono istituire idonei strumenti di disciplina interna applicabili a queste pratiche con specifiche disposizioni che prevedano:

a) la fissazione, per le pratiche irregolari o per le infrazioni, di penali o di una scala di penali, commisurate alla loro gravità;

b) l'esame e l'imparziale revisione, da parte di persona od ente che non abbia legame con compagnie di navigazione associate alla Conferenza o con i suoi affiliati, delle deliberazioni e/o delle decisioni prese a seguito di reclami presentati contro pratiche o infrazioni allorchè ne sia fatta richiesta dalla Conferenza o da qualsiasi altra parte interessata;

c) che le competenti autorità dei paesi il cui traffico è servito dalla Conferenza e dei paesi le cui compagnie di navigazione sono membri della Conferenza siano avvisate, a richiesta, del seguito dato a ricorsi contro irregolarità e/o infrazioni, conservando l'anonimato delle parti in causa.

2) Le compagnie di navigazione e le Conferenze hanno diritto alla piena cooperazione dei caricatori e delle organizzazioni di caricatori, nella lotta alle irregolarità ed alle infrazioni.

Art. 6 - Accordi di Conferenza.

Tutti gli accordi di Conferenza, di pool, e accordi sui diritti di approdo e di partenza, così come gli emendamenti e gli altri documenti direttamente ad essi riferentisi e che possono influire su di essi, saranno, a richiesta, messi a disposi

zione delle autorità competenti dei paesi i cui traffici sono serviti dalla Conferenza e dei paesi le cui compagnie di navigazione sono membri della Conferenza.

Cap. III

RAPPORTI CON I CARICATORI

Art. 7 - Accordi di fedeltà.

1) Le compagnie di navigazione conferenziate hanno il diritto di concludere ed applicare accordi di fedeltà con i caricatori nella forma e nei termini che saranno stabiliti a mezzo di consultazione tra la Conferenza e le organizzazioni di caricatori o rappresentanti di caricatori. Questi accordi di fedeltà devono contenere delle garanzie, prevedendo esplicitamente i diritti dei caricatori e dei membri della Conferenza. Essi sono basati sul sistema contrattuale o su qualsiasi altro sistema egualmente legittimo.

2) Qualunque sia l'accordo di fedeltà, il tasso di nolo applicabile ai caricatori fedeli sarà fissato entro una scala de terminate di percentuali del tasso di nolo applicabile agli altri caricatori. Quando una variazione nella differenza tra i due tassi causa un aumento nelle tariffe applicate ai caricatori, essa può entrare in vigore solo dopo 150 giorni che la notizia sia stata data ai caricatori o secondo la pratica regionale e/o l'accordo concluso.

Le controversie connesse con una variazione delle differenze dovranno essere regolate come previsto negli accordi di fedeltà.

3) L'accordo di fedeltà deve contenere delle garanzie, prevedendo esplicitamente i diritti e le obbligazioni dei caricatori e delle compagnie di navigazione conferenziate secondo, inter alia, le seguenti norme:

a) la responsabilità del caricatore varrà per i carichi il cui trasporto sia controllato da lui, dalla compagnia che gli è affiliata, dalla sua filiale o dal suo spedizioniere, in

conformità del contratto di vendite delle merci interessate, a meno che egli con scappatoie, sotterfugi o intermediari non tenti di dirottare il carico in violazione dell'accordo di fedeltà;

b) l'accordo di fedeltà deve precisare l'ammontare dell'effettivo risarcimento o dei danni-interessi contrattuali e/o delle penalità. Le compagnie conferenziate possono tuttavia decidere di fissare il risarcimento dei danni in una misura più bassa o rinunciare a pretendere la liquidazione dei danni. In nessun caso, i danni liquidati a termini del contratto da pagarsi da parte del caricatore supereranno il tasso di nolo fissato per quel particolare tipo di spedizione, calcolato in base al tasso previsto nel contratto;

c) il caricatore ha il diritto di riscquistare pienamente il suo stato di fedeltà fatto salvo l'adempimento delle condizioni stabilite dalla Conferenza e specificate nell'accordo di fedeltà;

d) l'accordo di fedeltà dovrà contenere:

(i) la lista delle merci comprese eventualmente anche le rinfuse caricate senza marca o numero, le quali sono espressamente escluse dagli accordi di fedeltà;

(ii) la definizione delle condizioni in base alle quali le merci diverse da quelle indicate al precedente numero (i) sono considerate escluse dal campo di applicazione dell'accordo di fedeltà;

(iii) il metodo di risoluzione delle controversie che si riferiscono all'applicazione degli accordi di fedeltà;

(iv) una disposizione che preveda la possibilità di porre termine all'accordo di fedeltà a richiesta di un caricatore o di una Conferenza, senza alcuna penalizzazione, alla scadenza di un termine di preavviso prestabilito da darsi per iscritto; e

(v) le condizioni per la concessione di deroghe.

4) In caso di controversia tra una Conferenza e una organizzazione di caricatori e/o di caricatori sulla forma e sul contenuto di un progetto di accordo di fedeltà, ciascuna delle due parti può far risolvere la controversia in conformità delle procedure appropriate stabilite in questo Codice.

Art. 8 - Deroghe.

1) Le Conferenze disporranno, nel quadro degli accordi di fedeltà, che le richieste di deroga dei caricatori siano esaminate e che una decisione sia presa rapidamente, dando, se richiesto, per iscritto le ragioni del rifiuto quando la deroga è rifiutata. Se una Conferenza dovesse lanciare di confermare entro un periodo specificato nell'accordo di fedeltà lo spazio sufficiente per imbarcare la merce di un caricatore entro un periodo anche specificato nell'accordo di fedeltà, il caricatore avrà diritto, senza essere penalizzato, di utilizzare qualsiasi altra nave per il carico in questione.

2) Nei porti dove i servizi della Conferenza sono condizionati al raggiungimento di un determinato minimo di carico, sia che la compagnia di navigazione non faccia scalo malgrado sia stato dato debito preavviso da parte dei caricatori, sia che la suddetta compagnia non risponda entro il termine convenuto al preavviso dei caricatori, questi avranno automaticamente diritto, senza pregiudizio per il loro stato di fedeltà, di usare qualsiasi nave disponibile per il trasporto delle loro merci.

Art. 9 - Pubblicazione dei tariffari, delle condizioni e/o dei regolamenti relativi.

I tariffari, le condizioni relative, i regolamenti e qualsiasi emendamento ad essi introdotto sono messi, su loro richiesta, a disposizione dei caricatori, organizzazioni di caricatori e

delle altre parti interessate a un costo ragionevole e potranno essere consultati negli uffici delle compagnie e dei loro agenti. Essi devono contenere tutte le condizioni concernenti l'applicazione dei tassi di nolo e il trasporto di qualsiasi carico coperto da essi.

Art. 10 - Rapporti annuali.

Le Conferenze forniranno annualmente alle organizzazioni di caricatori e ai rappresentanti dei caricatori dei rapporti sulle loro attività, per fornire informazioni di carattere generale su ogni questione di loro interesse, incluse specifiche informazioni sulle consultazioni condotte con i caricatori e le loro organizzazioni, sul seguito dato ai reclami, sui mutamenti nella composizione della Conferenza, e sui cambiamenti significativi nei servizi, nelle tariffe e nelle condizioni di trasporto. Tali rapporti annuali saranno trasmessi, a richiesta, alle autorità competenti dei paesi il cui traffico è servito dalla Conferenza interessata.

Art. 11 - Meccanismo di consultazione.

1) Sulle questioni di comune interesse devono aver luogo consultazioni tra la Conferenza, le organizzazioni di caricatori, i rappresentanti dei caricatori e, per quanto possibile, i caricatori che l'autorità competente può designare a tale scopo, se lo ritiene opportuno. Tali consultazioni avranno luogo tutte le volte che ne giunga richiesta da una qualsiasi delle parti sunnominate.

Le autorità competenti avranno il diritto, a richiesta, di partecipare pienamente alle consultazioni, ma ciò non significa che esse avranno un ruolo decisionale.

2) Le seguenti questioni, tra le altre, possono essere oggetto di consultazione:

a) variazioni nelle condizioni generali tariffarie e relative regolamentazioni;

- b) variazioni nei livelli generali dei tariffari e dei noli applicabili a merci di speciale importanza;
- c) tassi di nolo promozionali e/o speciali;
- d) applicazione di soprannoli e loro modifiche;
- e) accordi di fedeltà, loro istituzione o modifiche nella forma e nelle condizioni generali;
- f) cambiamenti nella classificazione dei porti agli effetti delle tariffe;
- g) metodi da seguirsi dei caricatori per fornire le informazioni necessarie circa il volume probabile e la probabile natura dei loro carichi;
- h) presentazione dei carichi all'imbarco e condizioni relative al preavviso di spazio disponibile.
- 3) Nella misura in cui esse rientrano nell'ambito delle attività di una Conferenza anche le seguenti questioni possono formare oggetto di consultazioni:
- a) funzionamento dei servizi di ispezione del carico;
- b) cambiamento nella struttura dei servizi;
- c) effetti della introduzione di nuove tecnologie nei trasporti di merci in particolare della utilizzazione, con conseguente riduzione dei servizi convenzionali o soppressione dei servizi diretti;
- d) adeguatezza e qualità dei servizi di trasporto marittimo, compresa l'influenza degli accordi di pool, di approdo o di partenza sulle disponibilità dei servizi e sui tassi di nolo ai quali tali servizi vengono forniti, cambiamenti nelle aree servite e nella regolarità degli scali delle navi conferenziate.
- 4) Le consultazioni debbono essere condotte prima che siano prese decisioni finali, a meno che non sia altrimenti previsto dal presente Codice. Dovrà essere dato preavviso della intenzione di prendere delle decisioni sulle questioni richiamate ai paragrafi 2) e 3) del presente articolo. Quando ciò non fosse

possibile, decisioni urgenti potranno essere prese in attesa che abbiano luogo le consultazioni.

5) Le consultazioni avranno inizio senza ritardi ingiustificati e in ogni caso nel termine massimo specificato nell'accordo di Conferenza o, in mancanza, non più tardi dei trenta giorni dopo la ricezione della proposta di consultazione, a meno che un termine di tempo diverso sia previsto dal presente Codice.

6) Nel corso delle consultazioni, le parti si adopereranno per fornire opportune informazioni, procedere tempestivamente alla discussione e al chiarimento delle questioni al fine di cercare delle soluzioni. Le parti interessate terranno conto dei pareri e delle difficoltà di ciascuna parte e si sforzeranno di raggiungere un accordo compatibile con la loro pratica commerciale.

Cap. IV

TASSI DI NOLO

Art. 12 - Criteri per la determinazione dei tassi di nolo.

Per giungere ad una decisione su questioni di politica tariffaria in tutti i casi menzionati in questo Codice, i seguenti criteri saranno presi in considerazione, a meno che non sia altrimenti previsto:

a) i tassi di nolo saranno fissati al livello più basso possibile dal punto di vista commerciale e dovranno consentire agli armatori un ragionevole profitto;

b) i costi di funzionamento delle Conferenze, saranno, di regola, valutati sul viaggio completo delle navi, considerando come un singolo complesso l'andata e il ritorno. Quando possibile, i viaggi di andata e di ritorno dovrebbero essere considerati separatamente.

Nel determinare i noli, si terrà anche conto, tra gli altri fattori, della natura del carico, della relazione tra peso e volume, così come del valore della merce;

c) nel fissare tassi promozionali e/o tassi speciali di nolo per determinate merci, saranno prese in considerazione le condizioni di mercato di queste merci nei paesi serviti dalla Conferenza, particolarmente se in via di sviluppo e senza sbocchi sul mare.

Art. 13 - Tariffe conferenziali e classificazione dei tassi di nolo.

1) Le tariffe conferenziali non devono essere discriminatorie tra caricatori in condizioni similari. Le compagnie di navigazione conferenziate devono rigorosamente rispettare i tassi, le norme e le condizioni indicate nei tariffari ed in ogni altro documento pubblicato dalla Conferenza, che sia in corso di validità, ^{nonchè} ogni accordo speciale ammesso dal presente Codice.

2) Le tariffe conferenziali dovrebbero essere redatte in termini semplici e chiari indicando il numero più limitato possibile di classi o categorie in relazione alle particolari esigenze dei traffici, e specificando un tasso di nolo per ogni merce e, quando conveniente, per ogni classe o categorie di merce. Esse dovrebbero anche indicare, per quanto possibile al fine di facilitare rilevazioni ed analisi statistiche, il numero di codice corrispondente al prodotto nella classificazione Standard del Commercio Internazionale, alla nomenclatura doganale di Bruxelles, oppure ad ogni altra nomenclatura adottata in sede internazionale. La classificazione delle merci nei tariffari dovrebbe essere preparata, per quanto possibile, in collaborazione con le organizzazioni dei caricatori o con altre organizzazioni nazionali o internazionali interessate.

Art. 14 - Aumenti generali dei tassi di nolo.

1) Ogni Conferenza dà alle organizzazioni dei caricatori, o ai rappresentanti dei caricatori, e/o ai caricatori stessi e, quando vi sia tenuta, alle autorità competenti dei paesi servizi dalla Conferenza un preavviso non inferiore ai 150 giorni ovvero di durata conforme agli accordi o alle consuetudini regionali, dell'intenzione di applicare un aumento generale dei tassi di nolo, indicandone l'entità e le ragioni a sostegno del proposto aumento.

2) A richiesta di una qualsiasi delle parti indicate a tal fine dal presente Codice, da farsi dopo un periodo di tempo convenuto dopo ricezione del preavviso, saranno iniziate consultazioni a termini delle norme pertinenti del presente Codice, entro un termine stabilito che non superi i 30 giorni o entro altro termine fissato in precedenza dalle parti interessate.

Le consultazioni avranno per oggetto i motivi e l'ammontare dell'aumento previsto, nonché la sua decorrenza.

3) Al fine di accelerare le consultazioni una Conferenza può o, se richiesta da una qualsiasi delle parti indicate in questo Codice, come aventi titolo a partecipare alle consultazioni sugli aumenti generali dei tassi di nolo, deve sottoporre alle parti quando possibile con ragionevole anticipo rispetto alle consultazioni, un rapporto redatto da un esperto contabile indipendente che comprenda, ove le parti l'accettino come uno degli elementi base della consultazione, una analisi complessiva dei dati relativi ai costi e ai ricavi che a giudizio della Conferenza giustifichino l'aumento dei tassi di nolo.

4) In caso di accordo l'aumento dei tassi di nolo andrà in vigore dalla data indicata nel preavviso fatto a termini del paragrafo 1) del presente articolo, oppure ad una data successiva convenuta dalle parti interessate.

5) Se nessun accordo è raggiunto entro 30 giorni dal preavviso a termini del par. 1) del presente articolo, nel rispetto delle procedure previste da questo Codice, la questione sarà sottoposta immediatamente a conciliazione obbligatoria internazionale a norma del cap. VI. La raccomandazione dei conciliatori, se accettata dalle parti interessate, sarà vincolante per esse e dovrà essere eseguita a norma del par. 9) del presente articolo con effetto dalla data indicata dalla raccomandazione dei conciliatori.

6) Un aumento generale dei tassi di nolo può essere applicato dalla Conferenza in pendenza della raccomandazione dei conciliatori con il rispetto delle disposizioni di cui al paragrafo 9) del presente articolo. Nel fare le loro raccomandazioni, i conciliatori dovrebbero prendere in considerazione l'entità dell'aumento supprezionato fatto dalla Conferenza e il periodo per il quale esso è rimasto in vigore. Nel caso che la Conferenza respinga la raccomandazione dei conciliatori, i caricatori e/o le organizzazioni dei caricatori dopo un preavviso appropriato avranno il diritto di considerarsi non vincolati dagli accordi, o da altro contratto con quella Conferenza, che impedisca loro l'utilizzazione di servizi di linea non conferenziati. Quando esiste un accordo di fedeltà i caricatori e/o le organizzazioni dei caricatori dovranno dare notifica entro un periodo di 30 giorni che essi non si considerano più vincolati da tali accordi. La notifica avrà vigore dalla data in essa indicata entro un periodo, da determinarsi dagli accordi di fedeltà, non inferiore a 30 giorni e non superiore ai 90 giorni.

7) Un ristorno differito dovuto ad un caricatore ed accantonato dalla Conferenza non può essere trattenuto o incamerato dalla Conferenza in seguito alla decisione presa dal caricatore in applicazione del par. 6) del presente articolo.

8) Se il traffico di un paese servito dalle compagnie di navigazione associate su una rotta particolare consiste prevalentemente in una o poche merci di base, ogni aumento dei tassi di nolo per una o più di tali merci sarà considerato come un aumento generale dei tassi di nolo, e renderà applicabili le disposizioni pertinenti del presente Codice.

9) Le Conferenze dovrebbero prevedere che ogni aumento generale dei tassi di nolo divenuto valido a termini del presente Codice è applicabile per un periodo prestabilito di durata minima, tenendo in ogni caso conto delle norme riguardanti i soprannoli e gli aggiustamenti dei tassi conseguenti a fluttuazioni dei tassi di cambio. La durata di applicazione di un aumento generale dei tassi è specifica materia da considerare nel corso delle consultazioni condotte a termini del par. 2) del presente articolo, ma, salvo che non sia diversamente stabilito tra le parti interessate durante le consultazioni, il periodo minimo di tempo fra la data alla quale un aumento generale dei tassi di nolo diventa effettivo e la data di preavviso per il seguente aumento generale, indicate a termini del par. 1) del presente articolo, non dovrà essere inferiore a 10 mesi.

Art. 15 - Tassi di nolo promozionali.

1) Le Conferenze dovrebbero introdurre tassi di nolo promozionali per esportazioni non tradizionali.

2) Tutte le informazioni necessarie e ragionevolmente esigibili giustificanti la necessità di tassi di nolo promozionali saranno sottoposte alla Conferenza dei caricatori, dalle organizzazioni dei caricatori o dai rappresentanti dei caricatori interessati.

3) Speciali procedure saranno istituite per la decisione, entro 30 giorni dalla data di ricezione delle informazioni di cui sopra, e meno che le parti non concordino diversamente, sulla richiesta di tassi di nolo promozionali.

Una chiara distinzione sarà fatta tra queste e le procedure generali per vagliare la possibilità di ridurre i tassi di nolo per altre merci o per esentarle da aumenti dei noli.

4) Le informazioni riguardanti le procedure per esaminare le richieste di tassi di nolo promozionali saranno rese note della Conferenza ai caricatori ed alle loro organizzazioni e, a richiesta, ai governi e/o alle altre autorità competenti dei paesi il cui traffico è servito dalla Conferenza.

5) I tassi di nolo promozionali saranno stabiliti normalmente per un periodo di 12 mesi, a meno che non sia diversamente convenuto di comune accordo tra le parti interessate. Prima della scadenza di tale periodo, il tasso di nolo promozionale sarà rivisto su richieste dei caricatori e/o delle loro organizzazioni, che dovranno, a richiesta della Conferenza, dimostrare che il mantenimento del tasso promozionale oltre il periodo iniziale è giustificato.

6) Nell'esaminare una richiesta di tassi di nolo promozionali, la Conferenza può prendere in considerazione il fatto che i tassi, mentre promuoverebbero l'esportazione di prodotti non tradizionali per i quali sono stati richiesti, non provochino sensibili distorsioni concorrenziali nei confronti di prodotti similari provenienti da altro paese servito dalla Conferenza.

7) I tassi di nolo promozionali non saranno esenti dalla imposizione di sovrannoli o di coefficienti di adeguamento valutario a norma degli artt. 16 e 17.

8) Le singole compagnie di navigazione associate che servono gli specifici porti conferenziati dovranno accettare e non rifiutare irragionevolmente il trasporto di una adeguata quantità di merci per la quale sia stato stabilito un tasso di nolo promozionale.

Art. 16 - Soprannoli.

1) I soprannoli imposti da una Conferenza per coprire aumenti di costi o perdite di introiti improvvisi o straordinari saranno considerati temporanei. Essi saranno ridotti in concomitanza con il miglioramento della situazione e delle circostanze che ne imposero l'adozione e saranno soppressi, fermo restando il paragrafo 6) del presente articolo, non appena la situazione o le circostanze che ne imposero l'adozione saranno cessate. Questo dovrà essere indicato al momento della loro imposizione, insieme, per quanto possibile, con la descrizione del mutamento della situazione o delle circostanze che comporteranno l'aumento, la riduzione o la soppressione del soprannolo.

2) I soprannoli per merci dirette o provenienti da un porto determinato saranno considerati temporanei e analogamente saranno aumentati, ridotti o soppressi, fermo restando il par. 6) del presente articolo, quando la situazione in quel porto sarà cambiata.

3) Prima che venga imposto un soprannolo sia di carattere generale sia riferito ad uno specifico porto, dovrebbe essere dato preavviso e dovrebbe procedersi a richieste, a consultazione, a termini delle procedure del presente Codice, fra la Conferenza interessata e le altre parti direttamente gravate dal soprannolo e aventi titolo, secondo il presente Codice, a partecipare a tali Consultazioni, salvo si tratti di circostanze eccezionali che giustifichino l'immediata imposizione del soprannolo. Nei casi nei quali è stato imposto un soprannolo senza preve consultazioni, queste saranno successivamente tenute non appena possibile, e la Conferenza, prima che queste si svolgano dovrà fornire i dati che secondo la propria opinione giustificano l'imposizione del soprannolo.

4) A meno che le parti non concordino diversamente, entro 15 giorni dalla ricezione del preavviso, di cui al par. 3) del presente articolo, se non vi è accordo sulle questioni del soprannolo tra le parti interessate di cui al detto articolo, troveranno applicazione le norme specifiche previste nel presente Codice per la risoluzione delle controversie. A meno che le parti contraenti non convengano diversamente, il soprannolo può tuttavia essere applicato in attesa della soluzione della controversia, se questa rimane ancora insoluta allo spirare di un periodo di 30 giorni dalla ricezione del preavviso di cui sopra.

5) Nel caso di un soprannolo imposto, in circostanze eccezionali, senza la preventiva consultazione prevista dal par. 3) del presente articolo, se nessun accordo è raggiunto attraverso successive consultazioni, si applicheranno le norme per la risoluzione delle controversie previste nel presente Codice.

6) Le perdite sostenute dalle compagnie di navigazione associate a seguito di ritardi derivanti da consultazioni e/o altre procedure destinate a risolvere controversie per l'imposizione dei soprannoli a termini del presente Codice, in relazione alla data alla quale il soprannolo avrebbe dovuto essere imposto secondo il preavviso dato a norma del par. 3) del presente articolo, possono essere compensati con un prolungamento equivalente della durata dell'applicazione del soprannolo prima della sua soppressione. Inversamente, per un soprannolo imposto dalle Conferenze e successivamente giudicato di comune accordo ingiustificato o eccessivo in seguito alle consultazioni o alle altre procedure prescritte nel presente Codice, le somme riscosse o la parte in eccesso come sopra determinata, sono restituite, su richiesta, alle parti interessate, entro un periodo di 30 giorni da tale richiesta, a meno che non sia diversamente convenuto.

Art. 17 - Variazioni dei cambi.

1) Le variazioni dei cambi e le rivalutazioni ufficiali che comportino variazioni nel complesso dei costi e/o introiti globali di esercizio delle compagnie di navigazione conferenziate per le loro attività nell'ambito conferenziale, offrono ragioni valide per introdurre un coefficiente di aggiustamento monetario o di variazione dei tassi di nolo. Tali aggiustamenti o variazioni devono essere di entità tale da non comportare, per quanto possibile, per le compagnie conferenziate - nell'insieme - nè guadagno, nè perdita. L'aggiornamento o la variazione può prendere la forma di soprannoli, di sconti o di aumento o di riduzione dei tassi di nolo.

2) Tali aggiustamenti o variazioni sono condizionati ad un preavviso che dovrà essere dato in conformità con gli usi regionali, quando questi esistano, e daranno luogo a consultazioni secondo le norme del presente Codice tra la Conferenza interessata e le altre parti direttamente in causa e indicate nel presente Codice come aventi titolo a partecipare alle consultazioni, salvo circostanze eccezionali che giustifichino l'immediata imposizione di un coefficiente di aggiustamento monetario o di una variazione nei tassi di nolo. Se vi è stato aggiustamento o variazione senza preve consultazioni, queste saranno in seguito tenute al più presto possibile. Le consultazioni dovrebbe essere fatte sulla applicazione, sulla misura e sulla data di entrata in vigore del coefficiente di aggiustamento monetario o della variazione del tasso di nolo, seguendo le stesse procedure che a tal fine sono prescritte nel par. 4) e 5) dell'art. 16 nei confronti dei soprannoli. Le consultazioni dovrebbero avere luogo ed essere completate entro un periodo non superiore ai 15 giorni dalla data alla quale è stata annunciata l'intenzione di applicare un soprannolo monetario o di introdurre una variazione nei tassi di nolo.

3) Se entro 15 giorni dal preavviso non si è pervenuti ad un accordo nelle consultazioni, si applicheranno le norme pertinenti del presente Codice, relative alla risoluzione delle controversie.

4) Le disposizioni dell'art. 16 par. 6) si applicheranno con i necessari adattamenti ai coefficienti di aggiustamento monetario ed alle variazioni dei tassi di nolo trattate nel presente articolo.

Cap. V

ALTRE QUESTIONI

Art. 18 - Navi disturbo.

I membri di una Conferenza non useranno nel traffico servito dalla Conferenza navi disturbo per escludere, impedire o ridurre la concorrenza forzando una compagnia di navigazione non associata alla Conferenza a ritirarsi dal traffico.

Art. 19 - Adeguatezza dei servizi.

1) Le Conferenze dovrebbero adottare le misure necessarie ed appropriate affinché le compagnie loro associate assicurino un servizio regolare, adeguato ed efficiente con la frequenza richiesta sulle rotte che esse servono e organizzino tali servizi in modo tale da evitare, per quanto possibile, partenze troppo ravvicinate o troppo distanziate. Le Conferenze dovranno anche prendere in considerazione qualsiasi misura speciale che sia necessaria per organizzare i servizi in modo da far fronte a variazioni stagionali di traffico.

2) Le Conferenze e le altre parti indicate in questo Codice come aventi titolo a partecipare alle consultazioni, incluse le autorità competenti se queste lo desiderano, dovrebbero tenere sotto controllo la domanda di stive, l'adeguatezza e la adattabilità dei servizi e, in particolare, la possibilità di

razionalizzarli e di accrescerne l'efficienza, e assicurare una stretta collaborazione tra di loro e tale riguardo. I benefici che manifestamente derivino dalla razionalizzazione dei servizi dovranno riflettersi adeguatamente sul livello dei tassi di nolo.

3) Nei porti che sono serviti dalle Conferenze soltanto a condizione che il carico raggiunga una consistenza minima determinata, detto "minimo di carico" dovrà essere specificato nelle tariffe. I caricatori dovrebbero dare un preavviso adeguato circa la disponibilità di tale carico.

Art. 20 - Sede della Conferenza.

La Conferenza dovrà normalmente stabilire la sua sede principale in un paese il cui traffico è servito dalla Conferenza a meno che sia concordato diversamente dalle compagnie di navigazione conferenziate.

Art. 21 - Rappresentanze.

Le Conferenze stabiliscono rappresentanze locali in tutti i paesi serviti eccettuati quelli dove esistono regioni pratiche per una rappresentanza su base regionale. I nomi e gli indirizzi dei rappresentanti saranno prontamente disponibili e questi rappresentanti assicureranno che i rispettivi punti di vista dei caricatori e della Conferenza siano fatti rapidamente conoscere a ciascuno al fine di raggiungere pronte decisioni. Quando la Conferenza lo considera conveniente, fornirà una adeguata delega di poteri decisionali ai suoi rappresentanti.

Art. 22 - Contenuto degli accordi conferenziali, di partecipazione al traffico^e di fedeltà.

Gli Accordi conferenziali, gli accordi di partecipazione al traffico^e di fedeltà devono essere conformi alle norme pertinenti del presente Codice e possono comprendere ogni altra norma eventualmente convenuta, che non sia incompatibile con il presente Codice.

PARTE SECONDA**Cap. VI****Norme e procedure****per la soluzione delle controversie****A. Disposizioni generali****Art. 23**

1 - Le norme del presente articolo si applicheranno ogni qualvolta si abbia una controversia sull'applicazione e sulla esecuzione delle disposizioni del presente Codice fra le seguenti parti:

- a) una Conferenza e una compagnia di navigazione;
- b) le compagnie di navigazione associate ad una Conferenza;
- c) una Conferenza o una Compagnia di navigazione conferenziata e una organizzazione di caricatori o rappresentanza di caricatori o singoli caricatori;
- d) due o più Conferenze.

Ai fini del presente capitolo, s'intendono per "Parti" quelle originarie della controversia nonché i "terzi" che si inseriscano nella procedura ai sensi dell'art. 34, comma a).

2 - Le controversie tra compagnie di navigazione della stessa nazionalità nonché quelle tra organizzazioni appartenenti allo stesso Paese saranno risolte nel contesto della giurisdizione nazionale di quel Paese, a meno che ciò non crei seri ostacoli all'osservanza delle norme del presente Codice.

3 - Le parti in contrasto cercheranno anzitutto un accordo amichevole mediante scambi di vedute o diretti negoziati con l'intenzione

di trovare una soluzione reciprocamente soddisfacente.

4 - Le controversie tra le parti citate nel par. 1) del presente articolo relative a:

- a) rifiuto di ammissione di una compagnia di navigazione nazionale in una Conferenza che serva il traffico internazionale del Paese di quella compagnia di navigazione;
 - b) rifiuto di ammissione di una Compagnia di un Paese terzo a una Conferenza;
 - c) incompatibilità di un accordo di Conferenza con il presente Codice;
 - d) espulsione da una Conferenza;
 - e) aumento generale dei tassi di nolo;
 - f) soprannoli;
 - g) variazione nei tassi di nolo o imposizione di un fattore di aggiustamento monetario dovuto a variazione nei cambi;
 - h) partecipazione al traffico;
 - i) forma e contenuto di nuovi accordi di fedeltà;
- che non siano state risolte attraverso scambi di vedute o negoziati diretti fra le parti, sono a richiesta di una delle parti deferite alla conciliazione internazionale obbligatoria secondo le norme stabilite nel presente capitolo.

Art. 24

1 - La procedura di conciliazione è iniziata su richiesta di una delle parti alla controversia;

2 - La richiesta è fatta:

- a) per le controversie relative alla partecipazione alla Conferen-

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

za: non oltre sessanta giorni dalla data in cui il richiedente ha ricevuto notizia della decisione della Conferenza, con le sue motivazioni, a termini degli artt. 1, par. 4) e 4 par. 3);

b) per le controversie relative ad un aumento generale dei prezzi di nolo, non oltre la data in cui scade il periodo di preavviso di cui all'art. 14, par. 1);

c) per le controversie relative ai soprannoli, non oltre la data di scadenza del periodo di trenta giorni di cui all'art. 16 par. 4) o, nel caso in cui non sia stato dato preavviso non oltre quindici giorni dalla data in cui il soprannolo è stato posto in vigore;

d) per le controversie relative alle variazioni dei tassi di nolo o all'imposizione di un coefficiente di aggiustamento monetario dovuto a variazione nei cambi: non oltre 5 giorni dalla data in cui scade il periodo indicato all'art. 17 3).

3 - Le norme del par. 2 del presente articolo non si applicano alle controversie soggette a conciliazione obbligatoria internazionale di cui all'art. 25, par. 3).

4 - Le richieste per conciliare le controversie diverse da quelle di cui al par. 2) del presente articolo possono essere avanzate in qualsiasi momento.

5 - I termini di decadenza specificati nell'art. 24, par. 2), possono essere prorogati d'intesa fra le parti.

6 - Una richiesta di conciliazione sarà considerata come regolarmente

avanzata se è provata che essa è stata spedita all'altra parte a mezzo lettera raccomandata, telegramma, telex o che le è stata notificata entro i termini di tempo specificati nei par. 2 o 5) del presente articolo.

- 7 - Qualora non vi sia stata alcuna richiesta entro i termini di tempo fissati nei par. 2) o 5) del presente articolo, la decisione della Conferenza sarà definitiva e nessuna delle parti in causa potrà iniziare un procedimento invocando le norme del presente capitolo, per modificare la decisione.

Art. 25

- 1 - Quando le parti abbiano concordato che le controversie di cui all'art. 23, par. 4), lett. a), b), c), h), i) siano risolte con procedure diverse da quella stabilite dal citato articolo, o si accordino su procedure per risolvere una controversia particolare insorta tra di loro, tali controversie sono, a richiesta di una qualsiasi delle parti, risolte in conformità di tali intese.
- 2 - Le disposizioni del paragrafo precedente si applicano anche alle controversie di cui all'art. 23, par. 4), lett. e), f), g), a meno che le leggi, le regole e i regolamenti nazionali non impediscano ai caricatori di avere questa libertà di scelta.
- 3 - Le procedure di conciliazione, una volta iniziate, hanno la precedenza sui rimedi offerti dalla legislazione nazionale. Se una parte invoca le norme di diritto internazionale per la risoluzione di una controversia alla quale il presente capitolo si applica, senza avere preventivamente esperito la procedura in esso prevista, il procedimento è sospeso a richiesta del

convenuto, e la controversia è sottoposta alle procedure definite nel presente capitolo dalla Corte e dall'autorità presso la quale siano state invocate le norme nazionali.

Art. 26

1 - Le parti contraenti conferiranno alle Conferenze ed alle organizzazioni dei caricatori la capacità necessaria per l'applicazione delle norme di questo capitolo. In particolare:

- a) una Conferenza o una organizzazione di caricatori può iniziare procedimenti come parte o essere designata come parte nei procedimenti esercitando una rappresentanza collettiva;
- b) qualsiasi notifica rivolta a una Conferenza o ad un'organizzazione di caricatori a titolo collettivo costituirà anche notificazione a ciascun membro di tale Conferenza o organizzazione di caricatori;
- c) una notifica rivolta ad una Conferenza o ad una organizzazione di caricatori sarà indirizzata alla sede sociale della Conferenza o dell'organizzazione dei caricatori. Ciascuna Conferenza o organizzazione di caricatori farà registrare l'indirizzo della sua sede sociale al Segretariato previsto all'art. 46 par. 1). Nel caso che una Conferenza o una organizzazione di caricatori non effettui la registrazione o non abbia una sede sociale, ogni notifica rivolta a qualsiasi membro nel nome della Conferenza o dell'organizzazione dei caricatori sarà considerata come notifica a tale Conferenza o organizzazione.

2 - L'accettazione o il rifiuto di una raccomandazione dei conciliatori da parte di una Conferenza o di una organizzazione di caricatori sarà considerata come accettazione o rifiuto di detta raccomandazione da parte di ciascun membro della Conferenza o dell'organizzazione.

Art. 27

A meno che le parti non concordino diversamente, i conciliatori possono decidere di formulare una raccomandazione basandosi su comunicazioni scritte, senza procedura orale.

B - Conciliazione obbligatoria internazionale**Art. 28**

Nella conciliazione obbligatoria internazionale le autorità competenti di una parte contraente potranno, a loro richiesta, partecipare alle procedure di conciliazione a sostegno di una parte che ne abbia la nazionalità o che abbia una controversia riguardante il commercio estero della detta parte contraente. Le Autorità competenti possono anche partecipare a detta procedura di conciliazione in qualità di osservatori.

Art. 29

- 1 - Nella conciliazione obbligatoria internazionale, il procedimento si terrà nel luogo concordato all'unanimità dalle parti o, in difetto di unanimità, nel luogo scelto dai conciliatori.
- 2 - Nel fissare il luogo della procedura di conciliazione, le parti e i conciliatori terranno conto, tra l'altro, dei Paesi che sono strettamente interessati alla controversia, avendo riguardo al Paese della compagnia di navigazione interessata e, specialmente quando la controversia è riferita al carico, al Paese al da dove proviene il carico.

Art. 30

- 1 - Ai fini del presente capitolo sarà costituito un ruolo internazionale di conciliatori, formato da esperti di chiara fama nel campo legale o dell'economia dei trasporti marittimi o del commercio estero e della finanza, i quali scelti dalle parti contraenti, dovranno svolgere il loro incarico in piena autonomia
- 2 - Ognuna delle parti contraenti potrà in qualsiasi momento nominare fino a 12 conciliatori come membri del ruolo e comunicarne i nomi al Segretariato. Ogni nomina avrà la durata di sei anni e potrà essere rinnovata. In caso di morte, impedimento o dimissioni di un membro iscritto nel ruolo, la parte contraente che aveva nominato tale persona nominerà un sostituto per il rimanente periodo del mandato. La nomina prende effetto dalla data alla quale la comunicazione della nomina è ricevuta dal Segretario.
- 3 - Il Segretario terrà il ruolo aggiornato e informerà regolarmente le Parti contraenti della sua composizione.

Art. 31

- 1 - Scopo della riconciliazione è di raggiungere un'amichevole soluzione della controversia a mezzo di raccomandazioni formulate da conciliatori indipendenti.
- 2 - I conciliatori identificheranno e chiariranno i punti controversi, richiedendo a tal fine informazioni alle parti e, su tali basi, sottoporranno alle parti una raccomandazione per la soluzione della controversia.
- 3 - Le parti coopereranno in buona fede con i conciliatori allo

scopo di agevolarli nell'esercizio delle loro funzioni.

- 4 - Salvo le norme dell'art. 25, par. 2), le Parti controvertenti possono in qualsiasi momento durante il procedimento di conciliazione accordarsi per ricorrere ad una diversa procedura per la soluzione della loro controversia. Le Parti di una controversia che è stata sottoposta ad una procedura diversa da quella prevista dal presente capitolo possono decidere di comune accordo di fare ricorso alla conciliazione obbligatoria internazionale.

Art. 32

- 1 - La procedura di conciliazione sarà esperita da un solo conciliatore o da un numero dispari di conciliatori concordati o designati dalle Parti.
- 2 - Ove le Parti non si accordino sul numero o sulla designazione dei conciliatori, come previsto nel paragrafo 1 del presente articolo, la procedura di conciliazione sarà esperita da tre conciliatori, nominati il primo da una Parte nella memoria introduttiva del ricorso, il secondo dall'altra Parte nella replica, e il terzo, con funzioni di Presidente, dai primi due conciliatori.
- 3 - Se nella replica non viene indicato il nome del conciliatore da nominare nel caso di applicazione del paragrafo precedente, il secondo conciliatore sarà scelto a sorte, entro 30 gg. dal ricevimento della memoria d'introduzione del ricorso, dal conciliatore designato in tale domanda fra i membri del ruolo nominati dalla Parte o Parti contraenti di cui il convenuto o i convenuti sono cittadini.
- 4 - Ove i conciliatori nominati in base ai par. 2 e 3 precedenti non riescano ad accordarsi sulla scelta del terzo conciliatore entro 15 giorni dalla designazione del secondo conciliatore,

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

questo sarà sorteggiato da parte dei conciliatori già nominati entro i 5 giorni seguenti. Prima dell'estrazione a sorte:

- a) nessun membro del ruolo dei conciliatori che abbia la stessa nazionalità di uno dei due conciliatori già nominati sarà eleggibile per estrazione a sorte;
- b) ognuno dei due conciliatori nominati potrà escludere dal ruolo dei conciliatori un numero eguale di conciliatori sempre che ne rimangano almeno 30 eleggibili per estrazione a sorte.

Art. 33

- 1 - Quando più Parti richiedono diversi procedimenti di conciliazione con la stessa Parte convenuta per una stessa materia o per materie strettamente collegate, il convenuto può chiedere di unificare le procedure.
- 2 - La richiesta di unificazione dovrà essere esaminata e decisa a maggioranza dai Presidenti dei conciliatori già eletti. Nel caso di accoglimento della richiesta, i presidenti designeranno i conciliatori incaricati di esaminare i ricorsi unificati fra i conciliatori già nominati o sorteggiati purchè in numero dispari e a condizione che il primo conciliatore nominato da ciascuna delle Parti sia uno dei conciliatori incaricato di giudicare i ricorsi unificati.

Art. 34

Nel caso che la procedura di riconciliazione sia stata già iniziata, qualsiasi Parte, che non sia l'autorità competente citata nell'art. 28, può intervenire nel procedimento:

- a) come "Parte" se ha un interesse economico diretto nel caso;
- b) a sostegno di una delle Parti originarie, se ha un interesse economico indiretto; a meno che una delle Parti originarie non si opponga a tale intervento.

Art. 35

- 1 - Le raccomandazioni dei conciliatori saranno fatte a termini del presente Codice.
- 2 - Quando il codice taccia su un punto qualsiasi, i conciliatori applicheranno le norme concordate fra le Parti al momento dell'inizio della procedura di conciliazione o successivamente ma non oltre il momento di presentazione delle prove ai conciliatori. Mancando tale accordo, sarà applicata la legge che, a giudizio dei conciliatori, è la più direttamente collegata alla controversia.
- 3 - I conciliatori non deliberano sulla disputa ex aequo et bono, a meno che le Parti non convengano in tal senso dopo che la controversia è sorta.
- 4 - I conciliatori non potranno concludere con un non liquet basato sull'oscurità della legge.
- 5 - I conciliatori possono raccomandare le misure correttive ed i risarcimenti previsti dalla legge applicabile alla controversia.

Art. 36

Le raccomandazioni dei conciliatori saranno motivate.

Art. 37

- 1 - Se le Parti non hanno concordato prima, durante o dopo il procedi-

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

mento di conciliazione che la raccomandazione dei conciliatori ha effetto vincolante, questa diverrà vincolante in seguito alla accettazione delle Parti. Una raccomandazione che sia stata accettata solo da alcune delle Parti, sarà vincolante solo tra queste.

- 2 - L'accettazione della raccomandazione deve essere comunicata dalle Parti ai conciliatori ad un indirizzo da loro indicato non oltre 30 gg. dalla ricezione della notifica della raccomandazione; in caso diverso si dovrà ritenere che la raccomandazione non sia stata accettata.
- 3 - Una Parte che non accetti la raccomandazione notificherà per iscritto ed in dettaglio ai conciliatori ed alle altre Parti entro i 30 gg. dopo il periodo specificato nel precedente par. 2 i motivi che essa invoca nel rifiutare la raccomandazione
- 4 - Quando la raccomandazione è stata accettata dalle Parti, i conciliatori redigono e firmano un processo verbale di accordo e da quel momento la raccomandazione diviene vincolante per le Parti. Se la raccomandazione non è stata accettata da tutte le Parti, i conciliatori redigono un rapporto relativo alle Parti che hanno respinto la raccomandazione, menzionando la controversia sorta ed il fatto che per tali Parti essa non ha trovato composizione.
- 5 - Una raccomandazione che sia divenuta vincolante per le Parti sarà da loro applicata immediatamente o ad una data ulteriore specificata dalla raccomandazione stessa.
- 6 - Una Parte può subordinare la sua accettazione all'accettazione di tutte le Parti o di una qualsiasi delle altre Parti alla controversia.

Art. 38

- 1 - Una raccomandazione costituisce la decisione finale di una controversia per le Parti che l'accettano fatti salvi i limiti entro i quali essa non è riconosciuta e messa in vigore a norma dell'art. 39.
- 2 - Il termine "Raccomandazione" comprende l'interpretazione, la chiarificazione o la revisione della raccomandazione fatta dai Conciliatori prima dell'accettazione della raccomandazione.

Art. 39

- 1 - Ciascuna delle Parti contraenti dovrà riconoscere una raccomandazione come vincolante fra le Parti che l'hanno accettata e, tranne che nei casi previsti dai par. 2) e 3) del presente articolo, dovrà fare eseguire, su richiesta di una delle Parti, tutte le obbligazioni stabilite nella raccomandazione come se si trattasse di sentenza definitiva di un Tribunale di quella Parte contraente.
- 2 - Il Tribunale o altra Autorità competente del Paese in cui, a richiesta di una delle Parti considerate nel par. 1) del presente articolo, sono chiesti il riconoscimento o l'esecuzione di una raccomandazione può negarli solo se abbia accertato che:
 - a) una delle Parti che ha accettato la raccomandazione era, secondo la legge ad essa applicabile, legalmente incapace al momento dell'accettazione;
 - b) la raccomandazione sia stata ottenuta con frode o coercizione;
 - c) la raccomandazione sia contraria all'ordine pubblico del Paese in cui viene chiesta l'esecuzione;

d) la composizione del collegio dei Conciliatori, o la procedura della conciliazione, non sono in accordo con le norme del presente Codice.

- 3 - Una qualsiasi parte della raccomandazione non sarà resa esecutiva e riconosciuta valida se il Tribunale o ogni altra autorità competente accerti che tale parte ricada in uno dei casi di cui ai commi del precedente par. 2) e possa essere separata dal resto della raccomandazione. Se tale parte non può essere separata, tutta intera la raccomandazione non sarà nè resa esecutiva nè riconosciuta valida.

Art. 40

- 1 - Ove una raccomandazione sia stata accettata da tutte le Parti, essa con le sue motivazioni può essere resa pubblica con il consenso di tutte le Parti.
- 2 - Ove una raccomandazione sia stata respinta da una o più Parti, ma accettata dalle altre Parti:
- a) la Parte o le Parti che la respingono dovranno rendere pubbliche le ragioni del loro rifiuto dato a norma dell'art. 37 par. 3) e possono nello stesso tempo rendere pubblica la raccomandazione e le sue motivazioni;
 - b) la Parte che ha accettato la raccomandazione può rendere pubblico il testo e le motivazioni e può anche rendere pubbliche le ragioni del rifiuto di qualsiasi altra Parte, a meno che quest'altra Parte abbia già reso pubblico il suo rifiuto e le sue motivazioni ai termini della precedente lettera a.
- 3 - Quando una raccomandazione non è stata accettata da nessuna delle Parti, può essere resa pubblica insieme con i motivi, da ciascuna di esse, come può essere reso pubblico il suo rifiuto, insieme con i motivi addotti.

Art. 41

- 1 - I documenti e le dichiarazioni contenenti informazioni sui fatti forniti da una qualsiasi Parte ai Conciliatori potranno essere resi pubblici a meno che una Parte o la maggioranza dei Conciliatori disponga diversamente.
- 2 - Tali documenti ed informazioni forniti da una Parte possono essere dalla medesima presentati in appoggio al proprio caso nei procedimenti successivi insorgenti dalla stessa controversia e tra le stesse Parti.

Art. 42

Se una raccomandazione non è diventata vincolante per le Parti, nessuna considerazione o motivazione fornita dai Conciliatori e nessuna concessione o offerta fatta dalle Parti al fine delle procedure di conciliazione pregiudicheranno i diritti e gli obblighi legali di una qualsiasi delle Parti.

Art. 43

- 1 - a) A meno che non sia diversamente convenuto le spese per i Conciliatori e quelle per il procedimento saranno divise in quote eguali fra le Parti al procedimento.
b) quando la procedura di conciliazione è stata iniziata, i Conciliatori avranno diritto a richiedere un anticipo o una garanzia per le spese di cui al comma precedente..
- 2 - Ciascuna delle Parti prende a suo carico tutte le spese da essa sostenute in relazione al procedimento, a meno che le Parti non convengano diversamente.

3 - In deroga alle norme dei par. (1) e (2) precedenti, i Conciliatori, ove abbiano unanimemente deciso che una parte ha intentato un'azione vessatoria o senza alcun serio fondamento, possono porre a carico di quella parte il pagamento parziale o totale delle spese sostenute dalle altre parti nel procedimento. Tale decisione sarà definitiva e vincolante per tutte le parti.

ART. 44

- 1 - La mancata comparizione o la mancata presentazione di conclusioni di una parte in qualsiasi stadio del procedimento non sarà intesa come riconoscimento delle pretese dell'altra. In tale caso, l'altra parte può, a sua scelta, chiedere ai Conciliatori di concludere il procedimento o di risolvere le questioni ad essi presentate e formulare una raccomandazione in conformità delle norme previste nel presente Codice.
- 2 - Prima di chiudere i procedimenti, i Conciliatori concederanno alla parte che non si è presentata o che non ha concluso un periodo di grazia non superiore ai 10 giorni, a meno che essi non abbiano accertato che la parte non intende comparire o concludere.
- 3 - La mancata osservanza dei termini procedurali previsti nel presente Codice o stabiliti dai Conciliatori, ed in particolare dei termini relativi alla presentazione di dichiarazioni e di informazioni sarà considerata mancanza di conclusioni.
- 4 - Nel caso di un procedimento concluso a causa della mancata comparizione o di mancata conclusione di una delle Parti, i Conciliatori redigeranno un processo verbale nel quale constateranno la predetta mancanza.

Art. 45

- 1 - I Conciliatori seguiranno le norme procedurali stabilite nel presente Codice.
- 2 - Le regole di procedura annesse alla presente Convenzione saranno considerate "regole tipo" per guida dei Conciliatori. I Conciliatori possono, di comune accordo, usare, integrare o emendare le norme contenute nell'Annesso; oppure stabilire proprie norme di procedura nella misura in cui tali norme integrative, emendate o innovative non siano in contrasto con le norme del presente Codice.
- 3 - Se le parti convengono che può essere utile allo scopo di realizzare una sollecita e non costosa soluzione del procedimento di conciliazione, esse possono di comune accordo stabilire delle norme di procedura che non siano incompatibili con il presente Codice.
- 4 - I Conciliatori formuleranno le raccomandazioni all'unanimità o, in caso di contrasto, a maggioranza.
- 5 - Il procedimento di conciliazione dovrà avere termine e la raccomandazione dei Conciliatori dovrà essere emessa non oltre sei mesi dalla data alla quale i conciliatori sono stati nominati salvo che nei casi di cui all'art. 23 par. (4), lettera e), f), g), per i quali saranno validi i termini disposti negli art. 14 par (1) e 16 par. (4). Tale periodo di sei mesi potrà essere prorogato per accordo delle parti.

Art. 46**C. Meccanismo istituzionale**

- 1 - Sei mesi prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione,

il Segretario Generale delle Nazioni Unite, con riserva dell'approvazione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, e tenendo conto dei punti di vista espressi dalle parti contraenti, nominerà un Segretario eventualmente assistito da personale supplementare nella misura necessaria per l'esercizio delle funzioni elencate nel paragrafo seguente. I servizi amministrativi di cui il Segretario ed i suoi collaboratori abbiano bisogno saranno forniti dall'Ufficio delle Nazioni Unite di Ginevra.

2 - Il Segretario svolgerà le seguenti funzioni, consultando ove sia il caso, le Parti Contraenti.

- a) aggiornare la lista dei Conciliatori del Ruolo Internazionale dei Conciliatori e informare regolarmente le Parti Contraenti della composizione del detto Ruolo;
- b) fornire i nomi e gli indirizzi dei Conciliatori su richiesta delle parti interessate;
- c) ricevere e tenere copia delle richieste di conciliazione, delle risposte, delle raccomandazioni, delle accettazioni o dei rifiuti e delle loro motivazioni;
- d) fornire, a richiesta, e a loro spese, le copie delle raccomandazioni e delle motivazioni addotte per il loro rifiuto alle organizzazioni dei caricatori, alle Conferenze ed ai Governi, salve le disposizioni di cui all'art. 40;
- e) rendere disponibile informazioni di natura non riservata su casi conclusi di conciliazione, e senza indicazione delle parti interessate, ai fini della preparazione del materiale per la Conferenza di revisione di cui all'art. 52;
- f) tutte le altre funzioni attribuite al Segretario dagli artt. 26 par. (1), lett. c) e 30 par. (2) e (3).

CAPITOLO VII
CLAUSOLE FINALI

Art. 47 - Esecuzione

- 1 - Ciascuna delle parti contraenti prenderà le misure di carattere legislativo o di altro genere necessarie per l'esecuzione della presente Convenzione.
- 2 - Ciascuna delle parti contraenti comunicherà al Segretario Generale delle Nazioni Unite, che ne sarà il depositario, il testo delle disposizioni legislative o degli altri provvedimenti da essa adottati allo scopo di dare esecuzione alla presente Convenzione.

Art. 48 - Firma, ratifica, accettazione, approvazione, adesione.

- 1 - La presente Convenzione rimarrà aperta alla firma dal 1° luglio 1974 al 30 giugno 1975 compreso, presso la sede dell'organizzazione delle Nazioni Unite e rimarrà poi aperta all'adesione.
- 2 - Tutti gli Stati hanno il diritto di divenire Parti Contraenti della presente convenzione a mezzo di:
 - a) firma, salvo ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; oppure
 - b) firma senza riserva per la ratifica, accettazione o approvazione; oppure
 - c) adesione.
- 3 - La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione saranno effettuate a mezzo deposito di uno strumento a tal effetto presso l'Ufficio del depositario.

Art. 49 - Entrata in vigore.

- 1 - La presente Convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo la

data alla quale almeno 24 Paesi, il cui tonnellaggio complessivo ammonti almeno al 25% di quello mondiale, siano diventati "Parti Contraenti" a termini dell'art. 48. Ai fini del presente articolo il tonnellaggio considerato sarà quello che figura nel Lloyd's Register of Shipping. Statistical Tables 1973 2 "World Fleets. Analysis by Principal Types" relativo alle navi da carico generale (incluse le navi merci e passeggeri) e le porta-contenitori (interamente cellulari), esclusa la flotta di riserva degli Stati Uniti e la Flotta Americana e Canadese dei Grandi Laghi.

I tonnellaggi richiesti in base al paragrafo 1 dell'art. 49 sono indicati nell'Allegato 1 del rapporto della Conferenza di plenipotenziari delle Nazioni Unite relativo ad un Codice di Condotta delle Conferenze Marittime nella seconda parte (TD/ Codice/10).

- 2 - Per ogni Stato che in seguito ratifichi, accetti, approvi o aderisca alla presente Convenzione, questa, entrerà in vigore sei mesi dopo il deposito da parte di detto Stato dello strumento appropriato.
- 3 - Ogni Stato che divenga parte contraente della presente convenzione dopo l'entrata in vigore di un emendamento sarà considerato, in mancanza di una differente intenzione da esso dichiarata:
 - a) parte della presente Convenzione emendata;
 - b) parte della Convenzione non emendata nei confronti di qualsiasi altra parte della presente Convenzione non vincolante dall'emendamento.

Art. 50 - Denuncia.

- 1 - La presente Convenzione può essere denunciata da uno qualsiasi delle Parti Contraenti in qualsiasi momento dopo che sia scaduto il periodo di due anni a decorrere dalla data alla quale essa è entrata in vigore.

- 2 - la denuncia sarà effettuata mediante notifica al depositario per iscritto, e avrà effetto un anno dopo la data di ricezione da parte del depositario o della scadenza di un periodo più lungo specificato nello strumento di denuncia.

Art. 51 - Emendamenti.

- 1 - Ogni Parte Contraente potrà proporre uno o più emendamenti alla presente Convenzione comunicandoli al depositario. Il depositario comunicherà tali emendamenti alle Parti Contraenti per la loro accettazione; e, per loro informazione, agli Stati aventi titolo a divenire Parti Contraenti della presente Convenzione, ma che non sono parti contraenti.
- 2 - Ogni proposta di emendamento fatta circolare a norma del precedente paragrafo sarà considerata come accettata se nessuna delle Parti contraenti comunica obiezioni al depositario entro i 12 mesi dalla data alla quale fu data comunicazione dal depositario. Se una Parte Contraente comunica proprie obiezioni all'emendamento proposto, tale emendamento non sarà considerato accettato e non sarà posto in vigore.
- 3 - Se non è stata comunicata alcuna obiezione, l'emendamento entrerà in vigore per tutte le Parti Contraenti sei mesi dopo che sia scaduto il periodo di 12 mesi di cui al paragrafo precedente.

Art. 52 - Conferenza di revisione.

- 1 - Una Conferenza di revisione sarà convocata dal depositario 5 anni dopo che la presente Convenzione sarà entrata in vigore per riesaminare il funzionamento della Convenzione, in particolare alla luce della sua applicazione, e per studiare ed adottare gli emendamenti opportuni.
- 2 - Dopo quattro anni dalla data di entrata in vigore della presente

Convenzione il depositario dovrà consultare tutti gli Stati aventi titolo a partecipare alla conferenza di revisione, e dovrà sulla base delle opinioni ricevute preparare e far circolare una bozza di ordine del giorno con gli emendamenti proposti per l'esame da parte della Conferenza.

- 3 - Ulteriori conferenze di revisione saranno similmente indette ogni cinque anni o in qualsiasi momento dopo la prima Conferenza di revisione, a richiesta di un terzo delle Parti Contraenti della presente Convenzione, a meno che la prima Conferenza di revisione non decida diversamente.
- 4 - Nonostante quanto previsto nell'art. 52 par. (1), se la presente Convenzione non sarà entrata in vigore entro cinque anni dalla data di adozione dell'atto finale della Conferenza dei Plenipotenziari delle Nazioni Unite su un Codice di condotta per le Conferenze marittime di linea, una Conferenza di revisione sarà convocata, su richiesta di un terzo degli Stati aventi titolo a diventare parti della Convenzione, dal Segretario Generale delle Nazioni Unite, con riserva di approvazione dell'Assemblea Generale, al fine di riesaminare le norme del presente Codice e del suo Annesso e esaminare e adottare gli emendamenti opportuni.

Art. 53 - Funzioni del Depositario.

- 1 - Il depositario notificherà agli Stati firmatari e aderenti:
 - a) le firme; le ratifiche, le accettazioni, le approvazioni e le adesioni ai termini dell'art. 48;
 - b) la data alla quale la presente Convenzione entra in vigore a termini dell'art. 49;
 - c) le denunce della presente Convenzione a termini dell'art. 50;

- d) le riserve alla presente Convenzione e la revoca delle riserve;
 - e) il testo delle leggi o delle altre misure che ciascuna Parte Contraente ha preso allo scopo di dare esecuzione alla presente Convenzione in armonia all'art. 47;
 - f) le proposte di emendamento e le obiezioni agli emendamenti proposte a termini dell'art. 51;
 - g) l'entrata in vigore degli emendamenti ai sensi dell'art. 51 par. (3);
- 2 - Il depositario adotterà anche le disposizioni che si renderanno necessarie per l'applicazione dell'art. 52.

Art. 54 - Testi autentici - Deposito.

I testi originali della presente Convenzione nelle edizioni in Cinese, Inglese, Francese, Russo e Spagnolo sono egualmente autentici e saranno depositati presso il Segretario Generale delle Nazioni Unite.

**ANNESSO ALLA CONVENZIONE PER UN CODICE
DI CONDOTTA DELLE CONFERENZE MARITTIME DI LINEA**

Norme - tipo di procedura di conciliazione obbligatoria internazionale

Regola 1

- 1 - Una parte che intende istituire un procedimento di conciliazione conformemente al Codice invia a tal fine all'altra parte una richiesta, accompagnandola con una memoria introduttiva del ricorso, inviandone copia al Segretario.
- 2 - La memoria introduttiva del ricorso dovrà:
 - a) designare esattamente le parti interessate alla controversia e precisare l'indirizzo di ciascuna di esse;
 - b) contenere una descrizione sommaria dei fatti pertinenti, delle questioni in discussione e della proposta del ricorrente per la sua soluzione;
 - c) precisare se si desidera un'udienza orale ed in caso positivo, indicare, ove essi siano in quel momento conosciuti, i nomi e gli indirizzi delle persone chiamate a testimoniare, compresi quelli degli esperti, a favore del ricorrente;
 - d) essere completata della documentazione a sostegno, compresi gli accordi ed intese pertinenti conclusi fra le parti, che il ricorrente può considerare necessaria al momento del deposito del ricorso;
 - e) indicare il numero dei conciliatori richiesti, ogni proposta concernente la nomina dei conciliatori, o il nome del conciliatore nominato dal ricorrente a termini dell'art. 32 par. (2);
 - f) contenere se del caso le proposte riguardanti le regole di procedura.
- 3 - La memoria sarà datata e firmata dalla parte.

Regola 2

- 1 - Il convenuto, se decide di resistere al ricorso, dovrà entro i 30 giorni seguenti la data della ricezione della memoria introduttiva del ricorso, trasmettere la sua replica all'altra parte con copia al Segretario.
- 2 - La replica dovrà:
 - a) contenere una esposizione sommaria dei fatti pertinenti opposti alle affermazioni del ricorso, le eventuali proposte del convenuto per la soluzione della controversia e la riparazione da lui eventualmente richiesta ai fini della soluzione della controversia.
 - b) dichiarare se desidera un'udienza verbale e, in caso affermativo, indicare, ove essi siano in quel momento conosciuti i nomi e gli indirizzi delle persone chiamate a testimoniare, compresi quelli degli esperti, a favore del convenuto;
 - c) essere accompagnata dalla documentazione a sostegno, comprendente anche gli accordi ed intese pertinenti concluse tra le Parti, nei limiti che il convenuto ritiene necessari al momento di inviare la replica;
 - d) indicare il numero dei conciliatori richiesti, ogni proposta concernente la nomina dei conciliatori, o il nome del conciliatore nominato dal convenuto a termini dell'art. 32 par. (2);
 - e) contenere le eventuali proposte, riguardanti le regole di procedura.
- 3 - La replica dev'essere datata e firmata dalla parte.

Regola 3

- 1 - Qualsiasi persona fisica o giuridica interessata che voglia

- intervenire nel procedimento di conciliazione in base all'art. 34 invierà una richiesta scritta alle parti in causa, inviandone copia al Segretario.
- 2 - Se l'intervento nel procedimento è invocato a termini dell'art. 34, par.a), la richiesta dovrà indicare le motivazioni che lo giustificano e conterrà le informazioni richieste a termini della Regola 1 (2), lettere a), b) e d).
 - 3 - Se l'intervento è invocato a termini della lettera b) dell'art. 34, la richiesta dovrà indicare le motivazioni che lo giustificano e quale delle parti originarie alla convenzione sarà sostenuta.
 - 4 - Qualsiasi opposizione a una richiesta d'intervento sarà notificata dalla parte che si oppone, con copia all'altra parte, entro sette giorni dalla ricezione della richiesta.
 - 5 - Nel caso di unificazione di due o più procedimenti, le successive richieste d'intervento di una terza parte saranno trasmesse a tutte le parti interessate, ciascuna delle quali può fare opposizione in conformità della presente Regola.

Regola 4

Per accordo tra le parti ad una controversia, su richiesta di una di esse e dopo aver offerto alle parti la opportunità di essere intese, i conciliatori possono ordinare l'unificazione o la separazione di uno o di tutti i ricorsi pendenti tra le stesse parti o tra alcune di esse.

Regola 5

- 1- Qualsiasi parte può ricusare un conciliatore ove le circostanze

dimostrino che vi sono dubbi ragionevoli sulla sua imparzialità.

- 2 - Avviso della ricusazione, precisante le ragioni, deve essere dato precedentemente alla data di chiusura del procedimento, e prima che i conciliatori abbiano reso la loro raccomandazione. La ricusazione sarà istruita prontamente e sarà risolta a maggioranza di voti dei conciliatori in prima istanza, quale eccezione preliminare, nei casi in cui più di un conciliatore sia stato nominato. La decisione in tali casi sarà definitiva.
- 3 - I conciliatori dovranno essere prontamente sostituiti in caso di morte, di dimissioni, di sopravvenuta incapacità o ricusazione.
- 4 - I procedimenti che si sono dovuti interrompere continueranno dal punto dove furono interrotti, a meno che sia convenuto dalle parti o ordinato dai conciliatori che abbia luogo un riesame o una nuova audizione delle deposizioni orali.

Regola 6

I conciliatori saranno giudici della loro propria giurisdizione e/o competenza nell'ambito delle disposizioni del Codice.

Regola 7

- 1 - I conciliatori ammetteranno ed esamineranno tutte le memorie scritte, i documenti, le dichiarazioni giurate, le pubblicazioni e tutti gli altri elementi di prova ivi compresi quelli orali, che siano stati ad essi presentati da o per conto di una delle parti, e riconosceranno loro il valore probatorio che a loro giudizio essi meritano.
- 2 - a) Ciascuna parte può presentare ai conciliatori qualsiasi

elemento che essa consideri pertinente; al momento della presentazione rilascerà copia conforme direttamente a tutte le altre parti in causa che avranno per replicare un termine ragionevole;

- b) i conciliatori saranno i soli giudici della pertinenza e dell'importanza dei mezzi di prova presentati loro dalle parti;
- c) i conciliatori potranno chiedere alle parti di produrre ogni ulteriore elemento di prova che essi ritengano necessario alla comprensione e valutazione della controversia, a condizione che, se tali prove addizionali siano prodotte, le altre parti in causa abbiano una ragionevole possibilità di presentare le loro osservazioni.

Regola 8

- 1 - Tutte le volte che nel Codice o nelle presenti Regole è previsto un termine per il compimento di un atto, il giorno dal quale il termine comincia a decorrere non sarà conteggiato, eccetto quando l'ultimo giorno cade di sabato, domenica o in festività pubblica nel luogo della conciliazione, nel qual caso il giorno di scadenza sarà il successivo giorno lavorativo.
- 2 - Quando il termine è inferiore ai sette giorni, il sabato, la domenica e le festività pubbliche che cadono in detto periodo devono essere escluse dal computo.

Regola 9

Subordinatamente alle disposizioni relative ai termini procedurali previsti nel Codice, i conciliatori possono, su richiesta di una delle

parti o a seguito di accordi tra di esse, prorogare i termini da essi stessi fissati.

Regola 10

- 1 - I conciliatori fisseranno l'ordine dei lavori e, a meno che non sia altrimenti concordato, la data e l'ora di ciascuna seduta.
- 2 - Salvo che le parti stabiliscano diversamente, i processi si svolgeranno a porte chiuse.
- 3 - I conciliatori dovranno espressamente richiedere a tutte le Parti se esse hanno ulteriori prove da presentare prima che il procedimento venga dichiarato chiuso. Quanto sopra deve essere annotato nel processo verbale.

Regola 11

- 1 - Le raccomandazioni dei conciliatori dovranno essere redatte in forma scritta e dovranno comprendere:
 - a) l'indicazione ed il preciso indirizzo di ciascuna delle parti;
 - b) una descrizione del metodo di nomina dei conciliatori, con i relativi nomi;
 - c) la data o le date e il luogo del procedimento di conciliazione;
 - d) un resoconto sommario del procedimento di conciliazione, nel modo giudicato più appropriato dai conciliatori;
 - e) una sintesi dei fatti accertati dai conciliatori;
 - f) una sintesi delle conclusioni presentate dalle parti;
 - g) le decisioni rese sulle questioni controverse, con l'esposizione delle motivazioni;
 - h) la firma dei conciliatori e la data di ogni firma;

- i) un indirizzo per la comunicazione dell'accettazione o del rifiuto della raccomandazione.

Regola 12

La raccomandazione dovrà, per quanto possibile, contenere una decisione sulle spese secondo le norme del Codice. Se la raccomandazione non contiene decisioni circa le spese, i conciliatori dovranno, non appena possibile dopo l'emissione della raccomandazione e in ogni caso non oltre i 60 giorni dalla data della stessa emettere una decisione scritta riguardante le spese ai termini del Codice.

Regola 13

Le raccomandazioni dei conciliatori terranno conto anche di casi analoghi precedenti, ove ciò serva a facilitare una più uniforme attuazione del Codice e l'osservanza delle raccomandazioni dei conciliatori.

ATTO FINALE DELLA CONFERENZA DI PLENIPOTENZIARI DELLE NAZIONI UNITE SU UN CODICE DI CONDOTTA DELLE CONFERENZE DI LINEA SVOLTASI PRESSO L'UFFICIO DELLE NAZIONI UNITE, A GINEVRA, DAL 12 NOVEMBRE AL 15 DICEMBRE 1973 E DALL'11 MARZO AL 6 APRILE 1974.

FATTO A GINEVRA, IL 6 APRILE 1974

1. L'Assemblea generale delle Nazioni Unite, nella sua Risoluzione 3035 (XXVII) del 19 dicembre 1972, ha pregato il Segretario Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite, di convocare al più presto nel 1973, sotto gli auspici della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo, una Conferenza di plenipotenziari al fine di esaminare ed adottare una Convenzione o altro strumento multilaterale avente forza obbligatoria, relativo ad un Codice di condotta delle Conferenze marittime.

2. La Conferenza di plenipotenziari delle Nazioni Unite su un codice di condotta delle Conferenze marittime si è riunita nell'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra. La prima parte della Conferenza si è svolta dal 12 novembre al 15 dicembre 1973, e la seconda parte, dall'11 marzo al 6 aprile 1974.

3. Hanno partecipato alle due Parti della Conferenza i Governi dei 79 Stati qui di seguito ^{elencati} membri dell'UNCTAD:

Algeria

Germania, Repubblica Federale di

Arabia Saudita

Argentina

Australia

Bangladesh

Belgio

Bolivia

Brasile

Bulgaria

Burundi

Canada

Cile

Cina

Colombia

Costa d'Avorio

Cuba

Danimarca

Egitto

El Salvador

Emirati arabi uniti

Equador

Spagna

X-LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Stati Uniti d'America	Repubblica del Vietnam
Finlandia	Repubblica khmer
Francia	Repubblica Socialista sovietica di
Gabon	Ucraina
Ghana	Romania
Grecia	Regno Unito di Gran Bretagna
Guatemala	e d'Irlanda del Nord
Honduras	Senegal
Ungheria	Singapore
India	Sudan
Indonesia	Sri Lanka
Irak	Svezia
Italia	Svizzera
Giamaica	Cecoslovacchia
Giappone	Tailandia
Liberia	Trinità e Tobago
Madagascar	Tunisia
Malesia	Turchia
Marocco	Unione delle Repubbliche socialiste
Messico	sovietiche
Nicaragua	Uruguay
Nigeria	Venezuela
Norvegia	Yemen democratico
Nuova-Zelanda	Iugoslavia
Pakistan	Zaire
Panama	
Paesi-Bassi	
Peru	
Filippine	
Polonia	
Repubblica araba libica	
Repubblica araba siriana	
Repubblica di Corea	
Repubblica democratica tedesca	

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. I Governi dei 4 seguenti Stati membri dell'UNCTAD hanno partecipato soltanto alla prima parte della Conferenza:

Afghanistan

Costa Rica

Etiopia

Uganda

5. I Governi dei 9 seguenti Stati membri dell'UNCTAD hanno partecipato soltanto alla seconda parte della Conferenza:

Bhoutan

Kuweit

Guinea

Repubblica Unita di Tanzania

Giamaica

Repubblica Unita del Cameroun

Iran

Ciad

Kenia

6. Il Governo del seguente Stato membro dell'UNCTAD era rappresentato da un osservatore ad entrambe le parti della Conferenza:

Austria

7. I Governi dei seguenti Stati membri dell'UNCTAD erano rappresentati da osservatori soltanto nella prima parte della Conferenza:

Iran

Kuweit

8. La Commissione economica per l'Africa era rappresentata nella prima parte della Conferenza.

9. Un rappresentante del seguente Ente specializzato ha partecipato ad entrambe le parti della Conferenza:

Fondo monetario internazionale

10. Un rappresentante della seguente istituzione specializzata ha partecipato alla prima parte della Conferenza:

Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura

11. I seguenti organismi intergovernativi hanno partecipato ad entrambe le parti della Conferenza in qualità di osservatori:

Comunità dell'Africa orientale
Comunità economica europea
Organizzazione di cooperazione e di sviluppo economico
Organizzazione dell'Unità africana
Organizzazione degli Stati americani
Segretariato del Commonwealth

12. Le seguenti organizzazioni non governative erano rappresentate da osservatori ad entrambe le parti della Conferenza:

Associazione del trasporto aereo internazionale
Associazione internazionale degli armatori
Camera di commercio internazionale
Consiglio delle Associazioni Nazionali di armatori d'Europa e del Giappone
Conferenza marittima internazionale e baltica
Consigli nazionali di caricatori marittimi d'Europa - in plenaria
Federazione internazionale delle Associazioni di transitari

13. Le seguenti Organizzazioni non governative erano rappresentate da osservatori nella IIa parte soltanto della Conferenza:

Associazione di coordinamento per la manipolazione dei carichi
Associazione internazionale dei porti

14. Nel corso della I a parte della Conferenza, è stato eletto Presidente .C.P. Srivastava (India). Essendo egli divenuto Segretario generale della Organizzazione intergovernativa della navigazione marittima il 1° gennaio 1974, è stato deciso, nella II a parte della Conferenza, che egli continuerebbe a svolgere l'incarico di presidenza, in qualità di Presidente indipendente della Conferenza.

15. La Conferenza, durante la I a parte, ha eletto i seguenti Vice-Presidenti:

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

I. Averin (URSS)
B.O. Awokoya (Nigeria)
G. Breuer (Repubblica Federale di Germania)
P. Daza (Cile)
J. de Groot (Paesi Bassi)
S. Kengukuswa nato Nlaza (Zaire)
G. Negash (Etiopia)
R.J. Polaschek (Nuova Zelanda)
M. Reed (Norvegia)
R.E. Reynolds (Canada)
J. Ruzicka (Cecoslovacchia)
M. Shanmuganathan (Sri Lanka)
M. H. Umar (Indonesia)
M. H.S. Walker (Giamaica)

ha eletto

16. La Conferenza, nella IIa parte/ KM. Mc Queen (Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord) per sostituire M. Reed (Norvegia) che non assisteva alla seconda parte.

17. La Conferenza ha eletto E.J. Antoun (Stati Uniti d'America) come Relatore.

18. La Conferenza ha istituito le seguenti commissioni e comitati:

Ufficio di Presidenza

Presidente: Il Presidente della Conferenza

Membri: Il Presidente, i Vice-Presidenti ed il Relatore della Conferenza, nonché i Presidenti dei Comitati ampliati

Primo Comitato ampliato

Presidente: M. D. Popov (Bulgaria)

Vice-Presidente/Relatore: H. Ben Salem (Tunisia)

Secondo Comitato ampliato

Presidente: Y.K. Quartey (Ghana)

Vice-Presidente/Relatore: T. Tscherning (Svezia-)

Terzo Comitato ampliato

Presidente: F. Castillo Najera (Messico)

Vice-Presidente/Relatore: M.M. Husain (Pakistan)

Commissione di verifica dei poteri

Presidente: M.B. Brum (Uruguay)

Membri: Cina, Stati Uniti d'America, Grecia, Giappone, Nicaragua, Repubblica Unita di Tanzania, Senegal, Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche, Uruguay.

19. Il Segretario Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite era rappresentato dal Segretario generale dell'UNCTAD, M. Pérez Guerrero. Il Direttore della Divisione Invisibili del Segretariato dell'UNCTAD, W.R. Malinowski, ha svolto le funzioni di Direttore incaricato della Conferenza, ed il Segretario del Consiglio del Commercio e dello sviluppo, M.T. Adebanjo, ha svolto le funzioni di Segretario della Conferenza.

20. La Conferenza disponeva, come base per i suoi lavori, dei rapporti predisposti dal Comitato preparatorio della Conferenza concernenti la prima e la seconda sessione (TD/CODE/1 e TD/CODE/2 e Corr. da 1 a 3). Nella IIa parte, la Conferenza si è inoltre avvalsa del suo rapporto sulla Ia parte della Conferenza (TD/CODE/7).

21. Alla Conferenza sono state inoltre presentate tre note redatte dal Segretariato dell'UNCTAD: "Glossario di termini utilizzati nel progetto di codice di condotta delle Conferenze marittime" (TD/CODE/L.2); "Glossario di termini utilizzati nel testo proposto di codice di condotta delle Conferenze marittime" (TD/CODE/L.3) e "Disposizioni transitorie relative al Codice: clausole finali" (TD/CODE/L.4). Nella seconda parte, la Conferenza disponeva anche di un documento del segretariato dell'UNCTAD intitolato "Testi proposti per un codice di condotta delle Conferenze marittime, con le modifiche suggerite dal segretariato dell'UNCTAD" (TD/CODE/L.15 e Add. 1).

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

22. In base alle sue delibere, così come sono riassunte nei rapporti della Conferenza concernenti la prima e la seconda parte di detta Conferenza (TD/CODE 7 e TD/CODE/10), la Conferenza ha deciso di aprire alla firma la Convenzione relativa ad un Codice di condotta delle Conferenze di linea allegato al presente Atto finale (annesso I).

23. Le risoluzioni adottate per la Conferenza sono riportate all'annesso II.

IN FEDE DI CHE, i rappresentanti sottoscritti hanno firmato il presente Atto finale a nome del loro Stato*

FATTO a Ginevra, il sei aprile mille novecentosettantaquattro, in un solo esemplare in lingua cinese, francese, inglese, russa e spagnola, ciascun testo facente ugualmente fede. L'originale dell'Atto Finale sarà depositato negli Archivi del Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite..

Il Presidente della Conferenza:

C.P. Srivastava

Il Direttore incaricato della Conferenza:

W.R. Malinowski

Il Segretario della Conferenza:

M.T. Adebanjo

*/ Gli Stati i cui rappresentanti hanno firmato l'Atto finale sono i seguenti:

Algeria; Germania, Repubblica federale di; Argentina, Australia, Bangladesh, Belgio; Bhoutan; Bolivia; Brasile, Bulgaria; Burundi, Canada; Cile, Cina; Colombia Costa d'Avorio; Cuba; Danimarca; Egitto, Emirati arabi uniti; Equador; Spagna; Stati Uniti d'America; Finlandia; Francia, Gabon; Ghana; Grecia, Guatemala, Guinea; Honduras; Ungheria; India; Indonesia, Irak; Iran; Italia; Giamaica; Giappone; Kenia; Kuwait; Liberia; Madagascar; Malesia, Marocco; Messico; Nicaragua; Nigeria, Norvegia; Nuova Zelanda; Pakistan; Panama; Paesi Bassi; Peru, Filippine, Polonia, Repubblica araba libica, Repubblica di Corea; Repubblica democratica tedesca; Repubblica del Vietnam; Repubblica khmer; Repubblica socialista sovietica di Ucraina; Repubblica Unita di Tanzania; Repubblica Unita del Cameroun; Romania; Regno Unito di Gran-Bretagna e d'Irlanda del Nord; Senegal; Singapore; Sudan; Sri Lanka; Svezia; Svizzera; Cecoslovacchia; Tailandia; Trinità e Tobago; Tunisia; Turchia; Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche; Uruguay; Venezuela; Yemen democratico; Jugoslavia; Zaire.

RISOLUZIONI ADOTTATE DALLA CONFERENZA

1. Completamento dei lavori della Conferenza

Per il testo di questa Risoluzione, adottata dalla Conferenza nella sua 6a Riunione plenaria, il 15 dicembre 1973, al momento dell'aggiornamento, vedere Annesso I del Rapporto della Conferenza sulla prima parte della sua Sessione (TD/CODE/7). 7

2. Compagnie non conferenziate

La Conferenza dei Plenipotenziari delle Nazioni Unite su di un codice di condotta delle Conferenze di linea,

Avendo stabilito una Convenzione relativa ad un Codice di condotta delle Conferenze di linea al fine di migliorare il sistema delle Conferenze stesse,

Osservando che la Convenzione è applicabile alle Conferenze di linea ed ai loro rapporti esterni,

Decide quanto segue: 1) Nessuna disposizione della predetta disposizione sarà interpretata nel senso di negare ai caricatori il diritto di scelta tra Compagnie associate ad una Conferenza e Compagnie non associate, subordinatamente agli accordi di fedeltà esistenti;

2) Le compagnie marittime non conferenziate concorrenti con una Conferenza dovrebbero aderire al principio della lealtà di concorrenza su base commerciale;

3) Nell'interesse dello sviluppo armonico dei servizi di trasporto marittimi, le Compagnie non conferenziate non dovrebbero essere impedito dall'operare, sempre che si conformino alle disposizioni del paragrafo 2 di cui sopra.

9° Riunione plenaria 6 aprile 1974**3. Conciliazione locale.**

La Conferenza dei Plenipotenziari delle Nazioni Unite su di un Codice di Condotta delle Conferenze marittime di linea,

Tenendo conto dell'importanza delle norme relative alle consultazioni e dei procedimenti di risoluzione delle controversie previsti nella Convenzione per un Codice di Condotta delle Conferenze marittime di linea,

Notando che sono state formulate proposte dirette a prevedere nel Codice che talune controversie siano sottoposte a conciliazioni locali.

- 1) Invita la prima Conferenza di revisione che sarà convocata ai sensi dell'art. 52 della Convenzione a dare priorità all'argomento della conciliazione locale, prendendo in considerazione le opinioni esposte dalle parti contraenti alla Convenzione, per acclarare se l'assenza di una conciliazione locale abbia o meno impedito l'efficace risoluzione delle controversie; e, nel caso affermativo, quali materie dovrebbero essere attribuite alla Conciliazione locale e quali procedure dovrebbero essere applicate per risolvere tali controversie.
- 2) Concorda che nella preparazione della conferenza di revisione il depositario debba richiedere le opinioni di tutti gli aventi titolo a partecipare a tale Conferenza, la quale dovrebbe essere invitata a prendere in considerazione le opinioni delle Autorità competenti, delle Conferenze marittime di linea e delle organizzazioni dei caricatori.